

RÉVOLUTION ou GUERRE

#15

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Juin 2020



Sommaire

Face à la crise, refuser les sacrifices pour l'économie de guerre !

Situation internationale

Communiqués du GIGC :

Ce n'est pas aux prolétaires de payer pour le coronavirus et la crise ! (15 mars 2020)

Coronavirus et crise capitaliste : tragique responsabilité des communistes (19 mars 2020)

1^{er} mai : contre le virus du capital (Tendance Communiste Internationaliste)

Qu'essaie de faire l'Amérique ? (Nuevo Curso, 12 mai 2020).

Débat au sein du camp prolétarien

Lettre au Gulf Coast Communist Fraction :

Participer aux campagnes électorales pour faire de la propagande ?

Espagne 1936 : peut-il y avoir une révolution prolétarienne sans insurrection, ni destruction de l'État bourgeois ?

Période de transition : sur l'État prolétarien (Bilan #18, 1935)

Texte du mouvement ouvrier

Par où commencer ? (Lénine, 1901).

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

4 dollars/3 euros

Sommaire

Face à la crise, refuser les sacrifices pour l'économie de guerre !	1
Situation internationale	
Communiqués du GIGC :	
Ce n'est pas aux prolétaires de payer pour le coronavirus et la crise (15 mars 2020)	3
Coronavirus et crise capitaliste : tragique responsabilité des communistes (19 mars 2020)	6
1 ^{er} mai : contre le virus du capital (Tendance Communiste Internationaliste)	7
Qu'essaie de faire l'Amérique ? (Nuevo Curso, 12 mai 2020)	9
Débat dans le camp prolétarien	
Lettre au GCCF :	
Participer aux campagnes électorales pour faire de la propagande ?.....	12
Espagne 1936 : peut-il y avoir une révolution prolétarienne sans insurrection, ni destruction de l'État bourgeois ?.....	15
Période de transition : sur l'État prolétarien (<i>Bilan</i> #18, 1935)	22
Texte du mouvement ouvrier	
Par où commencer ? (Lénine, 1901)	28

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Face à la crise, refuser les sacrifices pour l'économie de guerre !

Le lecteur habituel sera surpris de voir la sortie de ce numéro de notre revue semestrielle quatre mois à peine après le numéro précédent. La raison essentielle en est que RG #14 avait été publié avant l'explosion mondiale de la pandémie et l'arrêt brutal d'une grande partie de la production capitaliste internationale. Certes, nous avons pu publier sur notre site web des communiqués et des prises de position qui sont rassemblés dans ce numéro. On pourra ainsi vérifier la relative unité de vue et de positionnement des principales forces politiques de la Gauche communiste¹, en particulier de la Tendance Communiste Internationaliste et du PCI-Le Proletaire, à laquelle nous adjoindrons les prises de position du groupe Émancipation (Nuevo Curso). Il nous semble néanmoins indispensable d'essayer de fournir une réponse plus large et ainsi de contribuer à l'armement politique des communistes et des prolétaires d'avant-garde pour faire face à la rupture historique en cours. En effet, celle-ci « *provoquera des troubles sociaux, pouvant aller jusqu'au soulèvement et à la révolution* » (Blomberg Opinion, 11 avril). Si la bourgeoisie s'y est visiblement préparée, au prolétariat international et à ses minorités politiques d'en faire de même.

La première phase de la crise, celle où le choc lié à la pandémie, à l'impréparation des systèmes de santé et au confinement massif dictait à la fois les mesures étatiques et les réactions prolétariennes – essentiellement pour se protéger sur les lieux de travail –, se clôt ces jours-ci ; en particulier en Europe. Pour tous, l'ampleur de la crise économique émerge des dernières brumes du confinement. Pour le prolétariat, la facture va être salée, elle l'est déjà : chômage massif, salaires en baisse, conditions de travail aggravées, cadences et horaires, réduction drastique de toutes les mesures dites sociales, santé, chômage partiel, etc. À ces conditions, vont s'ajouter, s'ajoutent déjà, une surveillance et une répression policières massives dont le confinement n'a été qu'un avant-goût pour les exploités et une revue d'effectifs pour tous les États.

La facture va être d'autant plus douloureuse qu'à la récession va venir inéluctablement s'ajouter une crise financière. Les 4 à 5 mille milliards de dollars et d'euros, de yens japonais et de yuan chinois – pour ne citer que les monnaies des principales puissances impérialistes – que les banques centrales ont mises sur les marchés n'ont servi qu'à prévenir un éclatement et une paralysie du système financier et un effondrement boursier.

1 . À l'exception devenue habituelle, chronique, du Courant Communiste International pour qui tout événement se réduit à son dogme opportuniste de la Décomposition et qui rejette l'alternative historique révolution prolétarienne ou guerre impérialiste généralisée s'interdisant ainsi de saisir les enjeux réels concrets, la dynamique des forces agissant et le... *cours historique* des événements.

Comme en 2008-2010 mais en pire et sans commune mesure quant aux liquidités émises. Tout le monde a bien compris que l'essentiel des sommes incroyables mises sur la table, « *les planches à billets s'enflamment* » (New York Times, 23 mars), ne servirait pas à la "relance" de la production du fait des profits insuffisants que celle-ci peut réaliser pour des capitaux chaque fois plus avides. Il en résulte que seuls les États peuvent forcer un minimum de capitaux à se diriger vers les secteurs de la production. Ils ne peuvent le faire que par des mesures étatiques, dites keynésiennes, c'est-à-dire par un renforcement accru du capitalisme d'État : plans de relance – combien appelle à un nouveau plan Marshall ! – et déficits publics abyssaux aux dimensions de temps de guerre.

Et c'est là que crise et guerre viennent directement se conjuguer au présent, se nourrir l'un l'autre. La crise qui éclate aggrave comme jamais la concurrence internationale entre capitaux nationaux. Une véritable guerre économique dont la pandémie a donné une illustration ô combien caricaturale. Il suffit de se souvenir de la lutte sans pitié pour les masques entre les États sur les tarmacs chinois. Le capital n'a su faire face, très difficilement, à la pandémie que par des mesures, non pas sanitaires, mais d'ordre policier et militaire. Sur ce plan, la bourgeoisie américaine économiquement déclinante joue à plein et sans vergogne de son incomparable puissance militaire et de la mainmise du dollar sur le marché mondial, y compris pour l'achat des masques ou encore pour s'acheter l'exclusivité du vaccin anti-Covid à venir. La violente campagne anti-chinoise de Trump est soutenue par l'ensemble de la bourgeoisie américaine et l'étau se resserre autour de la Chine et l'étrangle petit à petit. Nous avons là la même politique impérialiste que les États-Unis avaient menée contre le Japon dans les années 1930 avant que celui-ci n'attaque Pearl Harbor.

Ce sont les armes "impérialistes" qui vont dominer et dicter la lutte économique à mort entre capitaux nationaux. Chaque capital national va se recentrer autour des secteurs dit stratégiques, c'est-à-dire des secteurs de chaque appareil de production indispensable pour mener à bien cette guerre économique, et va laisser tomber, ou du moins ne viendra pas au secours des autres secteurs qui feront faillite. Par contre, chacun essaiera, essaie déjà, de préserver au moins a minima, et dans la mesure de ses forces, le secteur aérien qui est tout aussi paralysé par la récession : les compagnies aériennes des principales puissances et encore plus l'industrie aéronautique, Airbus et Boeing, seront préservées à tout prix. Tout comme l'automobile, l'aéronautique est trop liée à l'industrie *stratégique* de l'armement. Et qu'on ne s'y trompe pas, l'orientation

militariste n'est pas l'exclusivité de la bourgeoisie américaine. « *Le plan de relance européen doit intégrer la défense européenne* » (*La Tribune*, 4 mai).

Les politiques de "relocalisation", voire de nationalisation, de déficits publics, visant à recentrer les forces stratégiques de chaque appareil de production autour du capital et de l'État national vont se parer de couleurs dites "sociales", voire de gauche, comme le relève le *Global Times* chinois : c'est « *l'emploi, non le PIB, qui est clé dans une économie de temps de guerre* » (17 avril). Cela ne veut pas dire que des gouvernements de gauche vont nécessairement accéder au pouvoir – chaque classe dominante a sa propre histoire et tradition politique – mais que les "mesures sociales de gauche" vont revenir au premier plan des "débats nationaux". Au risque de tromper les prolétaires, voire les révolutionnaires, en les entraînant sur des faux terrains. L'expérience des fronts populaires et du New Deal des années 1930 doit nous servir pour cette bataille idéologique et politique que la classe capitaliste est en train de lancer dans tous les pays.

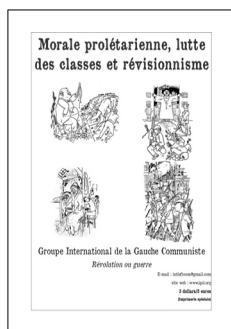
La dynamique de luttes ouvrières et de révoltes sociales qui avait prévalu dans la deuxième partie de 2019 a été brisée par le choc de la pandémie, du confinement et de l'éclatement brutal de la récession. Depuis, les réactions prolétariennes visaient à la protection face au risque de contagion ce qui réduisait toute généralisation du combat au... refus d'aller travailler et au confinement. Pour autant, la colère et la combativité prolétariennes n'ont pas disparu. La phase de "déconfinement" ouvre des perspectives plus larges pour toute mobilisation ouvrière face aux conditions de re-

prise du travail, sanitaires mais aussi salaires, cadences, horaires, etc., et aux licenciements massifs. Les exigences d'exploitation accrue liées à la concurrence économique à mort entre capitaux nationaux vont faire que le prolétariat va se trouver confronté à la fois à la crise et la guerre impérialiste, c'est-à-dire à la réalité historique du capitalisme, à la seule alternative qu'il puisse "offrir". Les enjeux sont terriblement dramatiques et s'imposent à tous. La confrontation massive entre les classes va se centrer et se jouer sur les sacrifices que la bourgeoisie cherche à imposer au prolétariat pour répondre aux besoins de la guerre économique internationale et de la préparation à la guerre impérialiste généralisée.

D'ores et déjà, la conscience de cette alternative émerge plus ou moins clairement au sein du prolétariat. Des minorités de prolétaires s'interrogent, s'inquiètent et se rapprochent des positions révolutionnaires et tout particulièrement de celles de la Gauche communiste. Il appartient à celle-ci, à ses forces les plus dynamiques, celles qui luttent le plus clairement pour le regroupement international, la clarification politique et la constitution à terme du parti, de répondre à ces interrogations, à ces inquiétudes et à ces nouvelles volontés militantes. Autre leçon des années 1930, y compris de l'Espagne 1936 (cf. la contribution dans ce numéro), la confusion théorique et politique et l'absence de parti furent des éléments additionnels de la défaite prolétarienne et de la marche à la guerre généralisée. Puisse les générations d'aujourd'hui s'en souvenir et agir en conséquence.

Le 14 mai 2020.

Brochures (commande à intleftcom@gmail.com)



Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes - Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes (Mexique, 1938) (Fraction interne du CCI)

La question de la guerre (1935) (Fraction interne du CCI)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

Les syndicats contre la classe ouvrière (1976) (Fac-similé de la brochure du CCI).



Situation internationale

Nous reproduisons ci-après les communiqués que nous avons rédigés depuis l'éclatement de la pandémie et de la crise économique et deux prises de position de la TCI et de Nuevo Curso (NC). Manque ici [le premier](#), en date du 1^{er} mars (<http://igcl.org/Ce-n-est-pas-le-coronavirus-qui>), qui introduisait une prise de position de Nuevo Curso. Il se terminait ainsi : « Produit et facteur, certes tout particulier et temporaire, des contradictions du capital, l'épidémie de coronavirus devient à son tour un élément, mineur et tout aussi momentané, mais réel et à part entière, des confrontations massives entre les classes, qui sont le prélude à la résolution dans un sens ou dans l'autre de l'alternative historique révolution ou guerre ». À ce jour, nous maintenons cette perspective.

Les communiqués et prises de position qui suivent, marquent l'évolution de la situation depuis lors. Celui du 15 mars intègre différentes prises de position du PCI-Le Proletaire (www.pcint.org), de la TCI (leftcom.org) et de NC (<https://nuevocurso.org/>). Sans défendre précisément les mêmes positions et orientations, toutes se situent clairement sur le terrain de classe. La principale nuance qu'il convient de relever, et qu'il conviendrait de débattre, porte sur l'importance du facteur guerre impérialiste généralisée dans la situation actuelle comme réponse bourgeoise à la crise brutale qui explose aujourd'hui. Le document du 1^{er} mai de la TCI évoque clairement, dans sa version originale italienne, la question de la guerre généralisée même s'il ne fait pas le lien direct entre sa perspective et les mesures utilisées par la bourgeoisie pour faire face à la crise. Le texte de NC du 12 mai souligne beaucoup plus clairement ce lien, ou plutôt cette "interaction", entre la crise et la guerre. Nous ne doutons pas que la réalité des faits tout comme le débat ouvert que nous assumons délibérément pour notre part, aideront les forces dynamiques du camp prolétarien à saisir l'ampleur des enjeux historiques tels qu'ils se posent concrètement. Et cela afin de pouvoir répondre aux situations qui viennent et assumer au mieux leur rôle d'avant-garde et de direction politiques du prolétariat.

Le 14 mai 2020

Non à l'union nationale face à la pandémie provoquée par le capitalisme !
Non aux sacrifices pour la sauvegarde du capital !
Ce n'est pas aux prolétaires de payer pour le coronavirus et la crise !
(GIGC, 15 mars 2020)

Outre notre prise de position, nous invitons les lecteurs à prendre connaissance des communiqués publiés le 11 mars par le PCI-Le Proletaire (pcint.org) et le 14 par le groupe [Émancipation](#) (Nuevo Curso) et de l'article de la [Tendance Communiste Internationaliste, Italie : lutte de classe au temps du coronavirus](#) [en anglais et italien pour l'heure], sur lesquelles nous nous appuyons en grande partie et que nous citons tous ci-après. Toutes ces prises de position vont dans le même sens pour dénoncer la pandémie comme produit du capitalisme et les appels à l'union nationale et pour soutenir les quelques réactions prolétariennes qui se sont exprimées – particulièrement en Italie. Elles appellent l'ensemble du prolétariat international à suivre cet exemple. Que, malgré leurs divergences, parfois profondes, différents groupes communistes parmi les plus actifs du camp "partidiste", qu'ils se revendiquent directement de la Gauche communiste ou non, puissent intervenir du même côté de la barricade de classe est important à souligner et saluer.

Face à la pandémie de coronavirus, les discours de Trump, Macron, Trudeau, Merkel, Poutine, Xi Jinping et autres dirigeants impérialistes se ressemblent tous. Ce sont des appels à la solidarité nationale² tout en renforçant le contrôle policier des populations au nom des mesures d'isolement et de quarantaine. Enlevez le mot coronavirus et épidémie et mettez-y appel à la défense guerrière de la nation et c'est la réalité qui s'en vient. De fait, un véritable couvre-feu a été instauré dans des pays comme la Chine, l'Italie, l'Espagne, voire la France visant avant tout à contrôler la population...

Le coronavirus fait éclater la crise économique capitaliste

Les attaques économiques et politiques contre le prolétariat ne peuvent que redoubler du fait de l'éclatement de la crise économique, récession et crise financière, dont le coronavirus n'est que le facteur exogène, un accident, crise qui non seulement était prévu pour 2020-2021 selon bien des économistes bourgeois mais dès le début janvier 2020 selon les indices économiques qui indiquaient un ralentissement. Lors des crises économiques précédentes, l'or était un refuge pour des spéculateurs, ce n'est même plus le cas. La BCE³ dit qu'elle ne peut utiliser tous les moyens comme lors de la crise de 2008

2 . Des discours semblables à ceux lors des attentats de Paris à *Charlie hebdo*, 7 janvier 2015.

3 . Banque Centrale Européenne

– la politique des taux négatifs et le *Quantitative Easing* ont leurs limites – mais seulement quelque uns.

Dans l'immédiat, la guerre commerciale continue toujours, par exemple Trudeau va fournir un montant de 275 millions de dollars aux chercheurs canadiens pour trouver un vaccin. Chaque puissance impérialiste cherche à le trouver en premier. Entendu à la télé française le 14 mars: « *la recherche sur le vaccin ne sera rentable que si l'épidémie se poursuit* ». Comme l'écrivait Engels dans son introduction à *Dialectique de la nature* « *la division du travail, qui en limitant plus ou moins chacun à sa propre spécialité [nous pourrions ajouter à son propre pays], privait la plupart des chercheurs de la faculté de les voir ensemble.* »

Le coronavirus révèle la perspective capitaliste de guerre impérialiste généralisée

« *La fermeture des frontières entre les nations est la démonstration supplémentaire que les bourgeoisies des différents pays raisonnent de la même manière : elles pensent avant tout à défendre leurs économies, leurs affaires, accusant les autres pays d'être les porteurs de maladies, les traitant comme des "agresseurs" contre lesquels il faut se défendre comme en temps de guerre : l'agresseur, c'est toujours l'autre* » (Communiqué du PCI-Le Prolétaire, 11 mars 2020, pcint.org).

La pandémie permet des appels à des retours à des économies nationales "moins mondialisées". Par exemple Trump qui ferme la frontière américaine aux européens à l'exception du Royaume-Uni dans un premier temps (on le sait bien le coronavirus n'infecte pas les britanniques). C'est encore un pas vers la polarisation impérialiste. Quant à Macron, il veut renforcer le poids de l'impérialisme français en Europe en critiquant le nationalisme d'autres pays européens et en prônant, une nouvelle fois, un renforcement de l'Union européenne, du moins de son noyau dur, aujourd'hui au nom de la recherche scientifique européenne. Dans la même lignée, l'ancien Premier ministre italien, Mateo Renzi, pour qui « *le coronavirus sera un changement d'époque pour l'Europe* », appelle à la « *recentralisation des services de santé (...) et aux investissements d'infrastructures que l'Europe nécessite* » (interview sur la radio française RTL, le 12 mars). L'abandon du sacro-saint dogme allemand de déficits budgétaires à zéro (officialisé par Merkel), les déclarations sur la nécessité de "relocaliser" des secteurs clés des productions nationales, les mesures de protectionnisme, l'explosion des déficits et des dettes d'État comme jamais, que les États sont en train de prendre dans l'urgence, etc., reviennent à concentrer et orienter les appareils de production autour des États et de la défense économique et impérialiste de chaque capital national **en opposition aux autres**, quitte à se regrouper dans des alliances étroites, autre caractéristique de la polarisation impérialiste, comme dans le cas des

principales puissances du continent européen. Car la pandémie de coronavirus et la crise qu'elle fait éclater sont aussi l'occasion, pour la première, et un moment, pour la seconde, d'un renforcement des tensions impérialistes et de la marche vers la guerre généralisée.

Le capitalisme incapable de contrôler et enrayer le coronavirus

Il faut se demander pourquoi cette panique chez tous les gouvernements. Il y a eu tellement de coupures dans les services de santé et d'éducation que la situation sanitaire était particulièrement catastrophique avant la pandémie. Rappelons qu'en France, des médecins et infirmières épuisés demandaient l'augmentation des budgets de santé. Et cet automne, Macron loin de les soutenir comme il le fait hypocritement actuellement leur a envoyé les CRS pour les gazer. À l'heure même où nous écrivons, plus de deux mois avant le début de la pandémie, le capitalisme n'est toujours pas capable de fournir suffisamment de masques de protection aux populations les plus en danger ! Alors n'évoquons même pas la carence de respirateurs pour les malades atteints de pneumonie aiguë. Tout comme ce fut déjà le cas en Chine et en Italie, les spécialistes de la santé évoquent le risque de devoir choisir entre les malades, y compris dans les pays centraux du capitalisme, entre ceux pouvant bénéficier des soins d'urgence et ceux que l'on renverra mourir chez eux ou dans la rue ! Alors que la bourgeoisie est capable de mobiliser des milliards pour sauver les banques ou envoyer une armada bombarder des pays entiers.

Une fois la pandémie terminée, l'hypocrisie et les louanges des politiciens cesseront et les attaques contre les travailleurs de la santé reprendront de plus belle. Autre exemple depuis des années : il faut attendre plusieurs heures dans une salle d'urgence avant de voir un médecin au Québec. Les employés des services de santé dans la majorité des pays sont épuisés ou en congé maladie avec les coupures de budget. Une augmentation des cas graves d'infection comme c'est le cas en Italie a entraîné l'effondrement du système de santé en l'absence de moyens, lits d'hôpital, respirateurs et de personnel.

Le seul remède du capital : relancer les attaques contre le prolétariat

Les mesures draconiennes mises en œuvre dans certains pays dans le seul but apparent de ralentir la propagation du virus sont un avant-goût des mesures qui pourraient être mises en place pour contrer les mouvements anti-guerre ou la faillite des États qui ne pourraient plus payer les fonctionnaires et les enseignants. Dans de nombreux pays, les rassemblements de 1000 à 100 personnes sont interdits. D'autres pays vont encore plus loin, comme la Chine et l'Italie, avec des mesures de confinement obligatoires qui touchent des villes et

des régions entières de dizaines de millions de personnes. Malgré le confinement, l'exception notable à la règle de rester chez soi est celle de continuer à produire dans les usines pour produire des biens non essentiels et de luxe malgré le coût certain que cela aura en termes de vies humaines, car les profits de la classe dirigeante sont plus importants que les risques énormes de décès dus à l'engorgement des hôpitaux et au dépassement de la capacité à fournir des soins aux cas critiques.

« C'est en fait la prévention sociale que la bourgeoisie met en œuvre pour défendre son pouvoir, sa domination, ses privilèges. Si, d'un côté, elle montre qu'elle n'a pas la capacité de prévenir les épidémies et d'empêcher ces maladies de se propager rapidement dans le monde entier, cachant pour des raisons d'intérêt purement économique – comme cela a été démontré de façon irréfutable – la gravité de la maladie lors de son apparition, de l'autre côté, elle révèle qu'elle a un objectif bien différent de celui proclamé hypocritement de la "défense de la santé publique" : la défense de l'économie capitaliste, à un moment où la crise économique a déjà frappé aux portes de la Chine, de l'Italie, de l'Allemagne et donc de l'Europe toute entière. La militarisation de la société va dans ce sens et l'Italie, dans ce cas, peut servir d'école aux autres pays "démocratiques". » (Communiqué du PCI, op. cit).

La propagande étatique sur le coronavirus dédouane le capitalisme pour l'éclatement de la crise économique et justifie ainsi les attaques redoublées contre la classe ouvrière. En effet, les appels à l'union nationale cachent difficilement le fait que l'épidémie ne fait qu'exacerber encore plus les contradictions de classe et l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie. En Italie par exemple, dans les quartiers ouvriers, les prolétaires sont livrés à eux-mêmes ; les mesures de prévention ne sont pas appliquées ; les expulsions de locataires continuent d'être appliquées ; les employés des bars et des restos, les guides touristiques, les enseignants suppléants, etc. sont sans revenus et pour une période indéterminée, malgré cela ils doivent continuer à payer loyer, nourriture, médicaments, désinfectant, etc.

« L'épidémie au coronavirus, récemment requalifiée par l'OMS en pandémie car elle affecte tous les continents, montre aujourd'hui comment la classe dirigeante bourgeoise utilise un événement de ce type pour appliquer – dans une période de difficultés économiques particulières pour beaucoup de puissances mondiales – une politique directement **anti-prolétarienne** » (ibid.).

Union nationale ou lutte contre le capital ?

« En dehors du lieu de travail, tout le monde reste à la maison autant que possible, en portant des masques à l'extérieur, en se tenant à des distances "de sécurité" ou en quarantaine. En revanche, dans les usines surpeuplées, où l'information est insuffisante, les vestiaires sont surpeuplés et il n'y a pas de désinfection. Apparemment, il est beaucoup trop coûteux pour

les patrons de se conformer aux instructions sur les soins de santé : et il est "irresponsable" de la part des travailleurs de les exiger. (...) Une image évocatrice de cette situation est le bus de 5 heures du matin qui, bondé de gens empilés les uns sur les autres, emmène les travailleurs à l'usine pétrochimique de Marghera, près de Venise. De nombreux cas de travailleurs ont été menacés de licenciement pour avoir simplement demandé l'application de la réglementation sur les coronavirus. » (Italie, lutte de classe au temps du coronavirus, Tendance Communiste Internationaliste ⁴ traduit par nous de l'anglais).

Dans ce contexte comment le prolétariat peut-il lutter ? Les États dans l'espoir d'empêcher une résistance limitent les rassemblements par exemple à 100 personnes en France, à 250 au Québec. Le prolétariat devra aussi faire face aux syndicats qui, comme lors des guerres, appuient leur bourgeoisie. Un petit exemple la première rencontre du Front commun de base ⁵ samedi à Montréal a été annulée. Malgré tout et dans le contexte italien, « le message des patrons est le suivant : "Taisez-vous et travaillez même si nous ne pouvons pas vous offrir les conditions minimales pour garantir votre santé". C'est apparemment le slogan des patrons partout, qui a déclenché les grèves spontanées dans le Piémont, la Ligurie, la Lombardie, la Vénétie, l'Émilie-Romagne, la Toscane, l'Ombrie et les Pouilles. Des centaines d'usines ont cessé de fonctionner. (...) Nous condamnons les patrons et appuyons et relayons les revendications des tous les travailleurs : personne ne devrait travailler si sa santé est mise en danger ! » (ibid.).

Dans son interview, cité plus haut, Mateo Renzi priait les autres bourgeoisies européennes de « ne pas faire les erreurs que nous avons commises en Italie ». À la lumière de ce que les sections du PCI et de la TCI en Italie nous apprennent, nous comprenons mieux le sens profond de l'avertissement d'autant qu'il s'empressait d'ajouter qu'il convenait de « bloquer les manifestations publiques les plus importantes ». L'avertissement de l'ancien Premier ministre italien ne visait pas seulement la seule extension de la pandémie mais aussi la possible explosion de réactions ouvrières et populaires. Sans doute se basait-il aussi sur les quelques manifestations hostiles au gouvernement chinois que la presse n'a pu complètement taire.

Même dans l'urgence face à une pandémie provoquée par les conditions mêmes de l'exploitation capitaliste et la circulation des marchandises, la réalité des capacités productives d'aujourd'hui, que le capitalisme a poussées comme jamais, permettrait de réduire la production, dans le but d'éviter que les prolétaires attrapent le

4 . <http://www.leftcom.org/en/articles/2020-03-14/italy-we-re-not-lamb-to-the-slaughter-class-struggle-in-the-time-of-coronavirus>

5 . Des syndicalistes qui se veulent critiques des directions syndicales seulement.

virus au travail et dans les transports, tout en continuant à assurer le bien-être matériel de la population mondiale. D'autant qu'elle permettrait tout autant de produire masques de protection, appareils respirateurs, d'accueillir les malades en état critique, etc., si l'ensemble des moyens à disposition visait à la bonne santé générale. Mais pour cela, il faudrait abandonner les besoins de l'accumulation du capital et réduire considérablement le sur-travail, la plus-value, extorqué aux prolétaires par le capital lui-même. Voilà pourquoi les appels à l'union nationale ne sont en aucun cas une réponse à la pandémie. Voilà pourquoi la lutte du prolétariat est la voie. Tout comme la guerre impérialiste ou la crise, une pandémie ne met pas entre parenthèses la lutte des classes. La bourgeoisie elle-même nous le prouve encore aujourd'hui.

Ce n'est pas aux prolétaires de payer pour la paralysie de la production du fait de la pandémie et pour la crise. Voilà pourquoi nous faisons nôtre une grande partie du communiqué du 14 mars réalisé par le groupe Émancipation (emancipacion.info), dont l'organe d'intervention en espagnol est plus connu sous le nom de Nuevo Curso. Nous soumettons à la réflexion de tous les mots d'ordre et revendications que les camarades mettent en avant dans la situation actuelle.

« Ne pas fermer les usines et les lieux de travail, même lorsqu'ils deviennent des foyers de propagation du coronavirus, équivaut à envoyer des travailleurs se faire infecter par une maladie grave. Proposer un licenciement temporaire ou total comme seule alternative est un chantage criminel. (...) »

Mais si la propagation s'est multipliée, c'est parce que les

Coronavirus et crise catastrophique : tragique responsabilité des communistes (GIGC, 19 mars 2020)

« Le Coronavirus appelle à une réflexion économique de temps de guerre » (The New Yorker, 16 mars 2020⁶). « Nous sommes en guerre » (le président français Macron, le 16 mars). « Je me considère, d'une certaine manière, comme un président en temps de guerre. C'est une guerre que nous menons, c'est une situation très très difficile » (Trump, 18 mars).

La rupture est historique et brutale. Outre les victimes de la pandémie et le drame sanitaire, la récession est soudaine et profonde. Des secteurs entiers, souvent essentiels, de la production mondiale sont paralysés. À l'arrêt. La facture sera exorbitante. On verra plus tard comment la faire payer au prolétariat mondial. En attendant, *la guerre contre le virus* est déclarée. La police et l'armée sont les seuls vaccins, le confinement et le couvre-feu, contre le coronavirus que le capitalisme ait pu trouver.

Il en va de même pour la crise. *« On ne peut plus penser*

⁶ . *The Coronavirus Calls for Wartime Economic Thinking* (<https://www.newyorker.com/news/our-columnists/the-coronavirus-calls-for-wartime-economic-thinking>).

*priorités des bourgeoisies de chaque pays et de leurs gouvernements sont axées sur le maintien de l'ordre social, la prévention de la dévaluation de leur capital national et la tentative de maintenir la production « normale » par inertie. Leur idéal est que nous obéissions sans critique aux diktats de chaque instant et que nous ne nous inquiétions pas et ne nous plaignions pas, mais que nous restions « unis » aussi longtemps qu'ils le jugent nécessaire à la production de profits. Nous ne pouvons pas accepter cela. Le risque pour les familles de travailleurs et la population en général est trop élevé. C'est pourquoi **il est temps de faire grève dans tous les lieux de travail qui ne sont pas dédiés à la production indispensable** et à demander:*

- La fermeture de toute production non essentielle et la mise en place d'un confinement général ;

- L'annulation de tous les licenciements, tant permanents que temporaires, et l'indemnisation des travailleurs sous forme de congés médicaux pendant toute la période d'enfermement ;

- L'extension des tests à toute la population présentant des symptômes;

- Le renforcement urgent des équipes médicales et sanitaires, et la mise en place d'un nombre suffisamment important de structures d'urgence et d'hôpitaux pour permettre le suivi et l'isolement des patients à risque. » (Communiqué du 14 mars du groupe politique Émancipation (emancipacion.info), plus connu sous le nom de son organe d'intervention Nuevo Curso, <http://fr.emancipacion.info/coronavirus-sauver-des-vies-pas-des-investissements/>).

Le GIGC, le 15 mars 2020.

en termes normaux. C'est plus une crise de temps de guerre qu'une crise économique normale » (Ian Shepherdson, fondateur du Pantheon Macroeconomics cité par le New Yorker dans l'article ci-dessus). La chute générale de la production va exacerber comme jamais les rivalités commerciales et impérialistes. Dans le naufrage du capitalisme mondial, la lutte désespérée de chaque capital national pour monter à bord des rares canots de sauvetage va être sauvage. Acharnée et violente.

Pour pouvoir accéder aux rares canots et en exclure les autres, les uns parlent de « réorienter l'économie » – en opposition aux soi-disant excès libéraux de la globalisation – autour de chaque État national, quitte même, déclarent-ils tous aujourd'hui dans la panique, à nationaliser certains secteurs indispensables à la défense du capital national. Les autres différencient *biens essentiels* et *biens non essentiels*, les premiers à préserver, les autres à laisser tomber. Car la crise va détruire des pans entiers des appareils de production nationaux. Il en va des plus faibles secteurs économiques comme des

plus faibles face au coronavirus. Les services de santé réfléchissent aux critères à utiliser pour choisir entre ceux qu'on sauvera – fautes de personnels, de lits et de respirateurs – et ceux qu'on renverra mourir chez eux ou dans la rue. Il en va de même pour les secteurs les plus faibles, malades de la crise, de l'économie. L'État, le représentant suprême de chaque capital national, va décider des secteurs à sauvegarder à tout prix et ceux à sacrifier, ou à laisser mourir. Le critère essentiel ne sera pas d'ordre économique mais d'ordre politique et impérialiste : les secteurs stratégiques pour la défense du capital national sont les *biens essentiels* que chaque État va chercher à préserver à tout prix. Car derrière la crise et les tensions impérialistes, se profile chaque fois plus la guerre impérialiste généralisée. La réponse militarisée à la pandémie du coronavirus en est l'illustration, un moment et un accélérateur particulier. Le processus, on pourrait presque dire la mécanique, déterminé par les contradictions du capital, mène inéluctablement à la guerre impérialiste généralisée si ce dernier n'est pas détruit et dépassé.

Avec l'éclatement de la pandémie, crise capitaliste et guerre impérialiste se conjuguent au présent. Le rapport dynamique entre les deux oblige maintenant chaque bourgeoisie à imposer de manière absolue la misère généralisée, les biens "non essentiels" disparaissant, et la discipline tout aussi absolue sur les lieux de travail et dans la rue pour la production des "biens essentiels" à la défense du capital national. La marche à la

guerre impérialiste exige que la bourgeoisie provoque un affrontement généralisé contre le prolétariat dans tous les pays. Le coronavirus et la crise qu'il fait éclater, ne laissent plus de place au doute : l'heure est à des confrontations massives, violentes, dramatiques, internationales entre les classes. Leur issue résoudra dans un sens ou dans l'autre l'alternative *révolution ou guerre*.

L'ouragan qui se déclenche est d'une ampleur sans précédent et les communistes ne sont à ce jour qu'un fétu de paille qui risque fort d'être emporté et dispersé par la tourmente. Une des tragédies du drame historique qui se présente risque aussi, du fait de l'irresponsabilité et l'inconséquence des forces communistes, de déboucher sur l'absence du parti communiste mondial effectif lors même de l'affrontement qui s'ouvre. Il est encore temps que les principales forces dites "partidistes", luttant résolument pour la constitution du parti, se hissent à la hauteur de leur responsabilité et œuvrent en conséquence, rapidement et concrètement, pour dégager la voie au regroupement international autour des positions historiques de la Gauche communiste et de ses principaux groupes. À ceux-ci, au premier chef à la Tendance Communiste Internationaliste, de prendre leur rôle au sérieux et de prendre en charge, en dépassant tout sectarisme, le développement et le renforcement du camp prolétarien comme un tout.

Le GIGC, le 19 mars 2020.

Premier mai 2020 – Contre le virus du capital (Tendance Communiste Internationaliste)

Nous reproduisons ci-après la prise de position de la TCI sur la situation actuelle à l'occasion du 1^{er} mai. Nous sommes en accord profond avec ce document au point que nous le faisons nôtre. Si nous le pouvions, c'est-à-dire s'il n'y avait pas de confinement, nous diffuserions aussi massivement que possible cette prise de position. La traduction française qui suit a été réalisée par nous à partir de la version italienne originale.

Il est déjà arrivé que le prolétariat mondial se présente au rendez-vous du 1^{er} mai dans des situations dramatiques : lorsque la guerre impérialiste mondiale l'obligeait à tuer, mourir et produire pour son ennemi de classe – la classe capitaliste – ou lorsque la bourgeoisie déchaînait (et déchaîne) sa propre machine répressive pour écraser ses luttes visant à rendre l'exploitation moins dure, à rendre les chaînes de l'oppression capitaliste un peu moins lourdes.

Cette année, la classe ouvrière, notre classe, ne pourra pas descendre dans la rue et, dans de nombreux cas, ne pourra même pas recourir aux méthodes habituelles de lutte (piquets, occupations, manifestations) à cause d'un ennemi sournois, apparemment sans rapport avec les rapports sociaux capitalistes : le coronavirus. En réalité, ce virus est fils légitime de la société bourgeoise, comme les guerres "localisées" qui martyrisent des millions de personnes, comme les émigrants en quête d'une vie moins misérable, comme les réfugiés contraints de fuir et de survivre dans

des conditions inhumaines, comme la catastrophe écologique qui frappe les êtres vivants de la planète. La relation entre les bouleversements climatiques, la prédation des derniers espaces naturels et la propagation de "nouveaux" agents pathogènes est désormais un fait établi par la grande majorité des scientifiques, du moins ceux qui ne sont pas totalement asservis au pouvoir. C'est dans ce contexte, résultant totalement du capitalisme, que naît la nouvelle pandémie.

L'épidémie de coronavirus frappe le monde entier. Elle a bouleversé des structures sociales et économiques qui semblaient immuables. Brutalement et dramatiquement, elle a mis à nu le vrai sens des relations entre les humains dans cette société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme pour le profit.

Des millions de travailleurs sont confrontés à un système de santé qui a été désorganisé et démantelé par des années et des années de restrictions. C'est pire encore là où, comme dans les pays dits émergents, aucun système de

santé décent n'a jamais existé. Dans ces pays, l'exploitation ne dispose même pas de ces faibles amortisseurs – même si attaqués depuis longtemps – qui existent en "Occident" et le travail précaire, le sous-emploi, les salaires de misère – bref, l'exploitation du type "XIX^e siècle" – sont la règle. Mais c'est tout aussi dramatique dans ces pays qui, comme les États-Unis, bien qu'étant les centres du capitalisme "avancé", laissent des millions et des millions de prolétaires sans soins de santé dignes de ce nom, parce qu'ils sont précaires, avec des salaires trop bas pour payer une assurance privée. Sans parler des "invisibles", des immigrés super-exploités et sans permis de séjour – une armée qui se compte en millions de personnes dans le monde – qui sont essentiels pour de nombreux secteurs de l'économie (par exemple l'agriculture) et dont beaucoup sont au chômage, sans allocations de chômage, sans possibilité d'accès, en général, aux soins médicaux.

Le tableau général qui se dégage est celui d'un système de santé qui n'est pas en mesure de prendre soin de tout le monde et qui choisit donc de ne pas traiter les personnes âgées, celles qui, jusqu'à présent, ont donné le plus grand nombre de victimes. Des victimes sacrifiées dans un système qui, d'autre part et sans aucun problème, considère qu'il est légitime de faire travailler une grande masse de personnes jusqu'à 67-70 ans. L'attaque sur les salaires indirects (services sociaux et de santé) et des salaires différés (réduction des pensions et allongement de l'âge de la retraite), là où l'"État-providence" existait et existe encore, doit fournir de l'essence au moteur asphyxié de l'économie capitaliste : peu importe l'ampleur des souffrances et des sacrifices que la classe ouvrière mondiale doit endurer, tant que ce système d'exploitation reste en place.

Des millions de personnes, de travailleurs, ont été et sont contraints d'aller travailler tous les jours, dans de très mauvaises conditions hautement nocives. Dans ces contextes, dans ces unités de production, tout discours sur la dangerosité de l'épidémie s'efface derrière les intérêts des patrons, de leurs valets, en faveur du seul objectif reconnu comme réellement légitime par ce système : le profit.

Jamais autant qu'en temps de crise, et encore plus, jamais autant qu'aujourd'hui où la crise historique du capital est énormément amplifiée par la pandémie, l'incompatibilité entre les intérêts des capitalistes et de la classe ouvrière n'est apparue aussi évidente. Jamais autant la question fondamentale n'a été aussi clairement posée : la vie contre le profit.

Ce système, tant dans la période présente que sur le long terme, prétend que nous sommes tous égaux en tant que citoyens face à la santé. La réalité actuelle montre que ce n'est pas le cas. Pour les travailleurs, il n'y a pas d'égalité même face à la maladie et à la mort. La crise du Coronavirus va faire pleuvoir de lourdes mesures sur la classe ouvrière, délivrées au nom de l'urgence et de la nécessité de tous (?) nous sacrifier, parce qu'il n'y a qu'un seul bateau et qu'il doit être sauvé, en oubliant de dire,

comme d'habitude, que dans ce bateau il y a ceux qui rament et ceux qui battent le tambour.

La crise du coronavirus souligne dans quel état se retrouve le système capitaliste après tant d'années et si la pandémie devait durer plus longtemps, les choses deviendraient encore bien pires. Les effets de rebond que les habituels "gourous" de la finance attendent depuis le début du quatrième trimestre 2020 sont une pieuse illusion. Les statistiques fournies à cet égard sont une projection fondée sur rien, comme les analyses sur l'évolution positive de l'économie mondiale avant la crise de 2008, qu'aucun des analystes n'avait prévue, à de très rares exceptions près. De nombreux analystes prévoient une réduction de 10 à 15 % du PIB mondial d'ici à la fin de 2020, avec des centaines de millions de prolétaires supplémentaires au chômage ou sous-employés. La reprise économique, s'il y en a une, ne se produira pas avant longtemps et ne sera que temporaire et sans solution à la crise dans cette phase de décadence du système économique capitaliste. Même si, par hypothèse et avec beaucoup de chance, le spectre du Covid-19 devait passer, rien ne reprendra comme avant.

La Chine est économiquement à genoux ; les derniers chiffres indiquent qu'elle subit sa première chute de PIB depuis un demi-siècle. Les États-Unis sont criblés de dettes et de déficits et, en l'espace de trois semaines, de fin mars à début avril, 26 millions de travailleurs se sont inscrits pour bénéficier des allocations de chômage. Et ce n'est que le début. De plus, l'apparente prospérité de l'économie américaine ne repose que sur la suprématie du dollar et de l'armée la plus puissante du monde. La moitié de l'Europe, même avant la pandémie, était en récession technique, y compris l'Allemagne, les signes d'un ralentissement de l'économie mondiale étaient déjà présents depuis l'année dernière, et l'avenir est de plus en plus gris.

L'argent frais que la BCE et la Réserve fédérale (quelque mille milliards de dollars chacun), et d'autres États sont censés déboursier, gonflera les coffres des banques et très peu les entreprises. Les bulles spéculatives se poursuivront tant que les taux de profit des entreprises resteront trop bas pour justifier de nouveaux investissements ; avec les exceptions habituelles, telles que les grands acteurs, qui bénéficient de l'intervention de l'État lorsque le financement bancaire est insuffisant.

Mais les taux de profit, au-delà des fluctuations inévitables, ne sont pas destinés à augmenter si ce n'est, à court terme, au prix d'une surexploitation énorme du prolétariat international. La surexploitation basée sur l'allongement de la journée de travail, l'augmentation des taux de production, la limitation des salaires et la réduction des pensions. Opérations déjà en cours, mais pas encore en termes suffisants.

Parmi les plus frappés par la pandémie, outre les plus âgés, outre les travailleurs de la santé et ceux qui sont les victimes directes de l'affaiblissement du système de santé, assassinées par le capitalisme, on trouve les ouvriers des

usines, les secteurs les plus opprimés de notre classe, ceux qui, en plus de l'exploitation "normale", doivent subir l'oppression raciste de la bourgeoisie, ceux qui occupent les emplois les plus précaires, les plus soumis au chantage et les moins bien payés. Ce n'est pas un hasard si les "foyers" de l'épidémie ont particulièrement explosé là où les patrons ont obligé et obligent les prolétaires à travailler, quitte à multiplier énormément les possibilités de contagion, parce qu'il est impossible ou très difficile d'éloigner les gens les uns des autres ou que les mesures de protection sont insuffisantes ou inexistantes. Les quartiers prolétaires de New York, certaines provinces industrielles du nord de l'Italie, sont par exemple les territoires où la pandémie fait le plus de victimes.

Cependant, le monde des affaires, indifférent au massacre en cours, fait pression pour un retour à la "normalité" dès que possible, c'est-à-dire à la production de plus-value dans toutes les entreprises, au détriment de la santé de ceux qui se trouvent à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur des lieux de travail. Nous nous attendons donc à ce que les travailleurs se remettent en lutte pour défendre leur vie et la santé de tous. La mobilisation des travailleurs de ces dernières semaines, en Europe et ailleurs dans le monde, qui a obligé les syndicats à accompagner la colère des travailleurs, nous a montré comment transformer l'impuissance en résistance, en fonction des nécessités immédiates, au lieu des sacrifices au nom du profit. Mais cela ne suffit pas. Il faut dès aujourd'hui, et dans toutes les

situations, lier la nécessaire défense de la santé des travailleurs à la perspective d'une société alternative à celle d'aujourd'hui, un nouveau modèle social qui ne mette plus en conflit la production avec la santé humaine, avec les délicats équilibres environnementaux déjà abondamment affectés par la rapacité destructrice du capital. Le contraste entre le bien-être, la santé collective, la protection de l'environnement et la logique du profit n'a jamais été aussi net qu'aujourd'hui. Sinon, la solution sera une guerre généralisée, qui détruit tout en donnant au système capitaliste l'espace économique pour un nouveau cycle d'accumulation.

Le véritable virus qui nous attaque est le capitalisme. Lutter contre cette maladie signifie construire l'alternative communiste à ce système d'exploitation et de mort. Construire une alternative communiste signifie travailler à la construction et à l'enracinement parmi les travailleurs de l'instrument politique de la lutte prolétarienne : le parti de classe, internationaliste et révolutionnaire, la future Internationale...

Nous avons toujours été engagés dans cette tâche, aujourd'hui plus que jamais, car la situation change brusquement et le temps presse.

Il y a une alternative à ce système. La construire appartient à tous ceux qui en ont assez d'être exploités et usés par le capitalisme. Préparons-nous à notre rendez-vous avec l'histoire.

Tendance Communiste Internationaliste, le 1^{er} mai 2020.

Qu'essaie de faire l'Amérique ? (Nuevo Curso)

Il ne se passe pas un jour sans que la presse ne mette en évidence un commentaire ou une réponse hors sujet de Trump. Le message, encore et toujours, est qu'il est raciste et qu'il est fou. Mais il y a un "système dans sa folie". Et il est plus que probable que les objectifs sous-jacents, qui indiquent une escalade du conflit avec la Chine, seront toujours portés par celui qui aura gagné la Maison Blanche en novembre – si Trump n'a pas un accès de folie furieuse d'ici là.

Le Covid a accéléré le plongeon dans la crise de l'économie mondiale. Et les États-Unis ne s'en sortent pas bien. Aujourd'hui, malgré la ruée imprudente pour reprendre la production – ce qui coûtera probablement des milliers de morts – les données sur l'emploi sont historiquement faibles, seulement comparables aux années qui ont suivi le krash de 1929. Les exportations américaines ont tellement chuté que la Chine a été contrainte de réduire ses droits de douane sur des produits clés afin de respecter les conditions de la trêve dans la guerre commerciale.

Dans une économie qui était déjà remplacée par la poussée chinoise dans des secteurs clés pour le placement de capitaux tels que l'IA et la 5G, la pandémie a

introduit un élément de chaos extraordinaire. Des secteurs entiers du capital américain, qui sentaient qu'ils étaient déjà dépassés, que la concurrence chinoise était "déloyale", ont exprimé leur peur et leur colère en demandant des réparations à la Chine... pour le Covid. Et bien sûr, Trump les reprend à son compte. Le gouvernement chinois peut essayer de répondre à la campagne en la réfutant et en la contrant par des accusations croisées, mais le fond du problème est ailleurs, et toutes les parties le savent.

Qu'est-ce que la mondialisation ?

Les États-Unis ont pris la tête de l'ouverture des marchés mondiaux des capitaux et le démantèlement des tarifs douaniers tant que cela servait l'accumulation du capital. Amener la production en Chine, au Mexique et dans d'autres pays tout en maintenant les marchés intérieurs et en ouvrant d'autres a augmenté le rendement du capital investi. Cela a également apporté de nouveaux flux de capitaux vers les pays accueillant des *maquiladoras* [usines d'assemblage] et des usines. La soi-disant "mondialisation" a déclenché la précarisation dans les pays aux capitaux les plus concentrés, mais elle a également créé des millions d'emplois industriels

dans des pays jusqu'alors misérables. Le capital prétendait "rajeunir" et était fier de réduire l'extrême pauvreté dans le monde, même si la suraccumulation montrait clairement que le travail continuait de voir sa part du revenu mondial se réduire. En d'autres termes, la valeur de ce qui était produit était de plus en plus grande par rapport au marché créé par la production elle-même. La tendance à la crise a continué et s'est matérialisée par une exubérance du crédit et du capital fictif qui est allée jusqu'à la financiarisation de secteurs clés (construction, transport, distribution alimentaire, etc.). Le krach financier de 2008 a clairement montré que la bulle, qui permettait de maintenir la fiction d'un "développement" anti-historique, avait une limite.

Qu'est-ce que le trumpisme ?

Moins d'une décennie plus tard, la crainte de perdre des compétitions technologiques-clé au profit du capital chinois, jusqu'à récemment subalterne, et l'érosion accumulée du marché intérieur, qui s'exprimait comme la fragilité de la cohésion sociale, ont produit une étrange alliance protectionniste aux États-Unis. La rage d'une petite bourgeoisie qui sentait le souffle des faillites, des expulsions massives de terres dans les campagnes et de la paupérisation, s'est unie à celle du capital centré sur le marché intérieur – comme les industries extractives – et d'une partie du capital financier qui pariait sur un changement des règles du jeu du capital mondial et qui craignait qu'attendre plus longtemps serait trop tard. Il en résulta une rupture dans la bourgeoisie américaine qui se termina par le triomphe douloureux et controversé de Trump. Et avec elle, le passage du "multilatéralisme" à la renégociation un à un, bilatérale, des accords commerciaux et militaires mettant littéralement tout l'arsenal américain sur la table des négociations commerciales. Cela n'avait rien à voir avec les Démocrates contre les Républicains ; au-delà de certaines formes et embellissements, les tendances protectionnistes du Parti démocrate se sont également exprimées sous la montée de son aile "socialiste" et ont fini par être hégémoniques dans l'ensemble du capital américain. Le trumpisme leur donnait de bons résultats, même si, peut-être, ils auraient préféré l'usage d'autres formes.

Le noyau qui ne va pas changer

Ce qui est de plus en plus clair pour le capital américain, c'est que pour maintenir sa position mondiale, il doit récupérer la plus grande partie de son appareil productif. Le Covid n'a fait que renforcer cette idée, exactement à l'opposé de ce que dit Trump. Non pas parce que la Chine est la cause de l'épidémie, mais parce que tout élément aléatoire comme une épidémie dans une autre partie du monde, peut emporter certaines chaînes de production distribuées et fragilisées à l'extrême par un "juste à temps" pensé

pour tirer la dernière goutte de profit financier en éliminant même les dépôts locaux.

Stratégiquement, il est évident que si la tendance est à une confrontation de plus en plus ouverte avec la Chine, maintenir le niveau de dépendance dans les approvisionnements que les États-Unis ont aujourd'hui avec la Chine, est suicidaire. Mais si la "renationalisation" et la guerre commerciale doivent être présentées comme une cause nationale, elles doivent être argumentées sous un autre angle. Celui qui a toujours été le point fort de Trump : "ramener les bons emplois". Le discours, malgré ce que reflète la presse européenne, est bien construit et sous l'idée de "restreindre" le capital, laisse entrevoir une voie subventionnée pour les entreprises. Lisons aujourd'hui un extrait de Robert E. Lighthizer, responsable du commerce au sein du gouvernement Trump :

« Il s'agissait d'un pur arbitrage réglementaire : les entreprises pouvaient éviter les normes américaines en matière de travail et d'environnement en fabriquant à l'étranger tout en bénéficiant d'un accès libre d'impôt à notre marché. Ces accords commerciaux ont également sapé un avantage concurrentiel essentiel des États-Unis : un engagement en faveur de l'État de droit et d'un système juridique indépendant et fonctionnel. Les accords permettaient aux entreprises de porter en justice les différends avec les gouvernements étrangers concernant les expropriations et d'autres questions, non pas devant les tribunaux locaux, mais par le biais de dispositions dites de règlement des différends entre investisseurs et États. Ce faisant, le gouvernement fédéral a effectivement souscrit une assurance contre les risques politiques pour toute entreprise américaine souhaitant envoyer des emplois à l'étranger.

De nombreuses entreprises ont réalisé que la délocalisation crée des risques qui l'emportent souvent sur les gains d'efficacité supplémentaires. Les longues chaînes d'approvisionnement sont soumises aux caprices de la politique locale, des conflits du travail et de la corruption. Dans certains pays, comme la Chine, le gouvernement s'est efforcé de voler la propriété intellectuelle au profit d'entreprises nationales qui deviennent les principaux concurrents des victimes du vol.

Dans le même temps, la tendance de la politique commerciale changeait elle aussi rapidement. Les entreprises ont vu que le président Trump ne soutenait pas leur recherche aveugle de l'efficacité dans l'économie mondiale. Il s'est plutôt concentré sur l'emploi, en particulier dans le secteur manufacturier, car il a reconnu l'importance du travail productif non seulement pour notre PIB, mais aussi pour la santé et le bonheur de nos citoyens. La réussite des entreprises et l'efficacité économique, bien sûr, sont restées des considérations importantes. Mais elles n'étaient plus le début et la fin de la politique commerciale.

La nouvelle politique consistait à mettre en œuvre de manière agressive les engagements commerciaux précédents, à renégocier les accords commerciaux destructeurs de main-

d'œuvre comme l'Alena et l'accord de libre-échange avec la Corée, et à lutter contre les politiques économiques et commerciales prédatrices de la Chine. De nombreuses entreprises ont protesté contre le fait que ce changement de politique créait de l'incertitude. La réponse du président Trump a été simple : si vous voulez de la sécurité, ramenez vos usines aux États-Unis. Si vous voulez les avantages d'être une entreprise américaine et la protection du système juridique américain, ramenez les emplois. »

Ce nationalisme économique est plus qu'un conte de fées, c'est une politique d'État. Le gouvernement américain est en train de négocier avec Intel et d'autres entreprises de puces et de semi-conducteurs pour qu'elles rouvrent les usines qui se trouvaient autrefois sur le territoire américain.

La Chine après le Covid

La Chine est de plus en plus acculée. La combinaison d'une épidémie et d'une guerre commerciale l'a amenée au bord du chômage de masse. Bien qu'elle crée une petite bulle de crédit pour reprendre pied, son cadre impérialiste est dans le marasme : La "nouvelle route de la soie" de la Chine mettra du temps à se rétablir et est loin d'être un marché suffisant, les pays d'Asie centrale sont déjà en train de restructurer leur dette et ceux d'Afrique essaient d'échapper à leurs arrières autant qu'ils le peuvent.

Le capital chinois traverse une période difficile. Ses bénéfices s'effondrent, le PIB se contracte comme jamais depuis 1976 et son influence recule évidemment, aux États-Unis en premier lieu, où ses investissements tombent au niveau de 2009.

Les États-Unis font pression bien au-delà de la guerre commerciale avec la Chine

Qu'on le croit ou non, le Covid a accéléré le retrait de la pression militaire mondiale des États-Unis qui s'est développée depuis Obama. Même dans le Golfe, les États-Unis retirent des missiles de l'Arabie Saoudite et tendent à une certaine pacification avec l'Iran. L'objectif premier est de redistribuer les dépenses militaires dans des régions clés avec ses "alliés", en Europe avec

les membres de l'Otan, en Asie en faisant payer au Japon et à la Corée une partie des coûts de leur propre déploiement militaire.

L'objectif de la politique étrangère et du militarisme des États-Unis est de plus en plus axé sur le seul concurrent qui peut détrôner le capital américain de la centralité mondiale : la Chine. Les symptômes d'une idéologie de guerre anti-chinoise qui se répandent amènent les candidats à la présidence à rivaliser pour savoir qui est le "plus dur" à l'égard de la Chine.

Les tensions guerrières s'accroissent de jour en jour, et nombreux sont ceux qui parlent d'une nouvelle "guerre froide". Ils sont optimistes. Ce n'est plus Trump mais l'appareil militaire et de renseignement américain qui a accusé la Chine de mener une vague de cybercriminalité pour voler les résultats de recherche sur un vaccin Covid. Pendant ce temps, la pression militaire américaine dans la mer de Chine méridionale augmente et gagne des alliés de plus en plus actifs dans des pays comme l'Indonésie. La pente guerrière est si forte que les tentatives de Taiwan ou de la Corée du Sud pour apaiser la Chine et ses alliés directs afin d'échapper à la formation de blocs militaires sont sans espoir.

En Chine, ils sont pleinement conscients des dangers qu'une guerre avec les États-Unis, même limitée au contrôle des mers, impliquerait. Mais le débat se concentre sur la question de savoir s'il faut accélérer encore plus le programme nucléaire comme moyen de ralentir la voie à la guerre.

En Europe, deux mauvais échos. Le premier est banal mais significatif : nous n'avons qu'à lire le rapport que l'université d'Oxford a sorti hier selon lequel les sociétés les plus nationalistes et socialement militarisées d'Europe – la Grèce, les anciens États staliniens – sont les plus résistantes aux catastrophes comme celle du Covid. La seconde est plus qu'inquiétante. Le sommet Union européenne-Chine, initialement prévu à l'initiative de Merkel, a été retiré de l'ordre du jour officiel de la présidence allemande de l'UE. Pourquoi ?

Nuevo Curso, le 12 mai 2020.

Débat au sein du camp prolétarien

Réponse au Gulf Coast Communist Fraction : Participer aux campagnes électorales pour faire de la propagande ?

Le GIGC au Gulf Coast Communist Fraction,

Chers camarades,

Nous voulons répondre à votre [lettre](#)⁷, datée du 30 novembre sur votre site web, et poursuivre le débat sur les positions fondamentales d'une organisation communiste aujourd'hui, et plus particulièrement sur les [Points d'unité](#)⁸ du GCCF. Plus précisément, nous voulons commenter ici et répondre de manière critique uniquement aux arguments que votre lettre apporte à nos [objections](#)⁹ au point #12. Il y est dit que « *les communistes peuvent se présenter aux élections pour exposer l'imposture de la démocratie bourgeoise* », ce avec quoi nous ne sommes pas d'accord. Nous traiterons dans une autre lettre les autres points qui ne présentent pas un tel désaccord.

Mais avant tout, nous voulons souligner le sérieux de la réflexion et des arguments de votre lettre. Nous sommes convaincus que le débat que nous développons intéressera et concernera de nombreux lecteurs, contacts et sympathisants des courants internationaux de la Gauche communiste et leurs expressions politiques. À notre avis, votre lettre participe à l'approfondissement des questions politiques, parfois même par une approche unique, qui peut enrichir et clarifier les débats politiques généraux et les confrontations au sein du camp prolétarien.

Les révolutionnaires et les groupes communistes peuvent-ils se présenter aux élections pour des raisons tactiques de pure propagande dans notre période historique ? « *Si des travailleurs combattifs sont mobilisés sur le terrain électoral, il peut être nécessaire que les révolutionnaires se présentent aux élections pour tenter d'éloigner les travailleurs du terrain électoral et de les attirer sur le terrain de la classe prolétarienne* », affirme votre lettre, après avoir rappelé à juste titre « *que la dictature du prolétariat doit être établie en dehors et contre le parlement ou les organes législatifs bourgeois* ». Selon elle, « *se présenter aux élections [serait tactique] et à des fins purement propagandistes* ». L'argumentation de la lettre pour défendre une participation exceptionnelle aux élections doit être examinée avant d'être repoussée. Elle rejette à juste titre toute dérive anarchiste et tout slogan abstrait qui conduirait à l'indifférentisme

politique. Sur ce point, elle fait référence à la Gauche italienne, qui n'est pas d'accord avec la position de l'IC sur la question du parlementarisme et de la participation électorale. La Gauche a proclamé à juste titre que son abstentionnisme n'avait rien à voir avec l'abstentionnisme anarchiste ou anarchisant, et que son désaccord avec la majorité de l'IC était de nature tactique et non de principe.

1) La position de la Gauche italienne sur le parlementarisme était-elle seulement tactique ?

Il faut rappeler que la Gauche italienne a déclaré cette question comme tactique uniquement parce que l'Internationale communiste (IC) avait adopté définitivement la participation aux élections lors de son deuxième congrès, en juillet 1920, avec les *Thèses sur les partis communistes et le parlementarisme*. La Gauche italienne, qui précisément s'appelait la Fraction Communiste **Abstentionniste** avant la création du PC d'Italie, voulait exprimer sa fidélité et son respect à la discipline de l'IC. Il est important de rappeler qu'elle s'est principalement concentrée, après la bataille pour les 21 conditions d'admission à l'IC dans laquelle elle avait été au premier plan, dans le combat politique pour imposer la discipline générale des principes de l'IC aux tendances et fractions de droite qui adhéraient à l'Internationale, en particulier en Italie et en France ; et qui s'opposaient en fait, et sabotaient la véritable, c'est-à-dire politique, centralisation de l'Internationale. Il convient donc de relativiser, du moins de mettre en perspective, le sens réel et l'utilisation de l'argument tactique de l'époque par la Gauche italienne sur cette question particulière.

Quelle était exactement la position de la Gauche italienne ? Quelle était son argumentation ? « *Actuellement, la tâche des communistes dans leur œuvre de préparation idéologique et matérielle de la révolution est avant tout de libérer le prolétariat de ces illusions et de ces préjugés [démocratiques] (...) cette tâche revêt une importance particulière et vient au premier rang des problèmes de la préparation révolutionnaire (...) C'est pourquoi les partis communistes n'obtiendront jamais un large succès dans la propagande pour la méthode révolutionnaire marxiste s'ils n'appuient pas leur travail direct pour la dictature du prolétariat et pour les Conseils ouvriers sur l'abandon de tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise* » (Thèses sur le parlementarisme présentées par la Fraction communiste abstentionniste du Parti socialiste ita-

7 . cf. RG #14 (<http://igcl.org/Lettre-du-Gulf-Coast-Communist>).

8 . cf. RG #12 (<http://igcl.org/Nouveaux-points-d-unite-du-Gulf>).

9 . cf notre réponse dans RG #12 (<http://igcl.org/Lettre-au-GCCF-sur-ses-nouveaux>).

lien au 2^e congrès de l'IC, 1920¹⁰).

La thèse #10 traite directement de la dimension tactique. « *La très grande importance attribuée en pratique à la campagne électorale et à ses résultats, le fait que pour une période fort longue le parti lui consacre toutes ses forces et toutes ses ressources (hommes, presse, moyens économiques) concourt, d'un côté, malgré tous les discours publics et toutes les déclarations théoriques, à renforcer la sensation que c'est bien là l'action centrale pour les buts communistes et, de l'autre, provoque l'abandon presque complet du travail d'organisation et de préparation révolutionnaire, donnant à l'organisation du parti un caractère technique tout à fait contraire aux exigences du travail révolutionnaire légal ou illégal.* »

Les thèses concluent finalement que « *le succès de la campagne électorale se jugera toujours et uniquement sur le nombre de voix ou de mandats obtenus. Tous les efforts des partis communistes pour donner un caractère tout à fait différent à la pratique du parlementarisme ne pourront pas ne pas conduire à l'échec les énergies dépensées dans ce travail de Sisyphe. La cause de la révolution communiste exige instamment qu'elles se dépensent au contraire sur le terrain de l'attaque directe du régime de l'exploitation capitaliste* ».

Le fait que la Gauche italienne se soit nommée **abstentionniste** dément qu'elle n'ait donné qu'un caractère tactique à cette participation à la campagne électorale. Les thèses qu'elle a présentées au Congrès de l'IC ont donné le fondement théorique et politique d'une telle position abstentionniste « *dans la période historique actuelle (ouverte par la fin de la guerre mondiale avec ses conséquences sur l'organisation sociale bourgeoise ; par la Révolution russe, première réalisation de la conquête du pouvoir par le prolétariat, et par la constitution de la nouvelle Internationale en opposition au social-démocratie des traîtres) et dans les pays où le régime démocratique a depuis longtemps achevé sa formation* » (ibid.).

2) Se présenter aux élections pour faire de la propagande ?

Voyons maintenant vos arguments dans le cadre de cet héritage historique. Votre lettre met en avant et défend le fait que « *se présenter aux élections pour des raisons tactiques (...) n'est potentiellement utile que pendant une période de combativité de classe réelle* ». Il existe une différence fondamentale entre la période des premières dynamiques de lutte des classes du XIX^e siècle et leur dynamique actuelle, dont la principale caractéristique est la *grève de masse* telle que Rosa Luxemburg l'a décrite. Dans le premier cas, les mobilisations massives de classe pouvaient s'articuler et être complétées avec la

participation à des campagnes électorales – nous ne pouvons pas développer davantage ce point spécifique dans cette réponse et on peut se référer, entre autres documents de divers courants communistes de gauche, à la Thèse #6 du texte ci-dessus de la Gauche italienne. Dans le second cas, « *dans cette période historique, se présenter aux élections est rarement, voire jamais, une tactique productive pour les communistes* », comme le dit votre propre lettre. Il aurait été utile que la lettre fournisse un exemple d'une quelconque "tactique productive rare" pour fonder historiquement et matériellement votre position. Notons qu'en tant que telles, les deux phrases de votre argumentation se contredisent.

Voyons d'abord une expérience historique, méthode scientifique, pour débattre et clarifier cette question. Lors de la grève générale de mai 1968 en France, la dissolution de l'Assemblée nationale et l'ouverture d'une campagne électorale marquèrent le tournant de la grève de masse et ouvrit sa phase de reflux. Le 30 mai, le président français de l'époque, De Gaulle, dissout l'Assemblée nationale des députés en pleine grève générale à un moment où celle-ci hésitait sans perspectives plus claires – en partie à cause des syndicats et des actions et manœuvres du Parti communiste stalinien¹¹. Cette dissolution et l'annonce de la campagne électorale – les élections eurent lieu les 23 et 30 juin – furent les principales armes dont disposait l'État pour reprendre le contrôle de la situation en détournant l'attention de grandes parties de prolétaires, et de l'ensemble de la "population", de la grève de masse sur le terrain démocratique bourgeois, en imposant ainsi son calendrier et ses enjeux politiques. Elle réussit à faire dérailler puis à vaincre la lutte ouvrière. Toute participation des révolutionnaires à celle-ci aurait été en opposition directe avec les grèves. Même les trotskystes ont dénoncé les élections de juin 1968 et ont refusé d'y participer et de l'utiliser à des fins de propagande comme ils le font et le

10 . Elles furent rejetées par le congrès qui adopta celles sur le *Parti communiste et le parlementarisme* qui défendaient la participation des partis communistes aux élections au nom du *parlementarisme révolutionnaire*.

11 . Le 27 mai, après des "négociations" avec le gouvernement, le leader stalinien de la CGT de l'époque, Georges Séguy, se rend à l'immense usine Renault de Billancourt, en banlieue parisienne – aujourd'hui disparue. Il y présente favorablement l'accord (appelé "accords de Grenelle") et commence à appeler à l'arrêt de la grève. Les milliers d'ouvriers présents à cette assemblée générale se sont immédiatement mis à siffler et à huer. La même chose se produisit dans de nombreux lieux de travail dans tout le pays. La grève se poursuivit, mais sans réelle perspective. Les travailleurs n'arrivèrent pas à disputer la direction de la lutte aux syndicats et ils les laissèrent diriger le combat malgré leur méfiance croissante. Sans perspectives concrètes à développer – et les quelques groupes et cercles communistes présents n'étaient pas en mesure d'en fournir –, la classe dirigeante eut l'occasion pour reprendre l'initiative politique en... utilisant la carte démocratique et les élections. Puis, malgré la poursuite de la grève jusqu'à la fin juin, la dynamique de la confrontation des classes s'inversa le 30 mai avec la dissolution de l'Assemblée nationale et l'État reprit dès lors, de plus en plus et jusqu'à la fin, le contrôle sur les moments et le terrain de la confrontation.

défendent habituellement. Nous pourrions nous référer à d'autres expériences historiques de même "nature", comme l'échec de la Révolution allemande où la constitution d'une Assemblée nationale constituante le 19 janvier 1919 fut un élément clé du succès de la contre-révolution bourgeoise sanglante ¹².

Derrière votre position et les arguments avancés par la lettre, nous pensons qu'il y a une différence de compréhension de la dynamique réelle de la lutte des classes. Lorsque le prolétariat est déjà massivement mobilisé et en lutte, il commence à se considérer, à agir et à penser, comme une classe collective – et non comme une addition d'individus. Il serait gravement et dangereusement erroné de participer exceptionnellement à la campagne électorale démocratique au moment même où la classe tend en fait à « *s'éloigner du terrain électoral pour se retrouver sur le terrain de la classe prolétarienne* » et à affirmer son caractère de classe collective. Dans notre période historique, cela participerait de repousser les travailleurs sur le terrain bourgeois, alors qu'ils tendent à s'en éloigner, à prendre de la distance par rapport à l'idéologie démocratique et à la mystification électorale ainsi qu'à l'appareil d'État capitaliste. Pour les révolutionnaires, « *se présenter aux élections* » dans une telle situation serait participer objectivement et activement à attirer l'attention sur le moment électoral bourgeois, un moment privilégié pour l'idéologie bourgeoise, et détourner les travailleurs du terrain et de la lutte prolétarienne ; de leur tendance à agir et à penser en tant que classe collective pour les ramener à la pensée et à l'action individuelles.

Maintenant, quand il n'y a pas de mobilisation particulière de la classe ouvrière, il n'y a pas de dynamique collective "ouverte" de lutte de classe et les grandes masses de prolétaires n'ont pas tendance à agir et à "penser" en tant que classe collective, mais en tant qu'individus. C'est-à-dire qu'ils restent globalement, en tant qu'individus, sur le terrain bourgeois et sont massivement soumis à l'idéologie démocratique et individualiste propre au capitalisme. Ainsi, le slogan démocratique "un homme/femme, une voix" des élections bourgeoises est particulièrement adapté au maintien et même au renforcement de la soumission idéologique de la plus grande partie du prolétariat à l'idéologie et aux campagnes politiques bourgeoises. Les périodes électorales sont précisément le moment où tout l'appareil d'État, toute la classe dominante, est

mobilisé et "occupe" tout le terrain politique et idéologique. C'est-à-dire que la bourgeoisie est précisément à l'offensive et ne laisse pas de place aujourd'hui – contrairement au XIXe siècle – à la propagande révolutionnaire dans le cadre du processus électoral. Il est donc impossible de faire une propagande de "masse", même partiellement efficace, face à l'écrasante campagne démocratique et électorale... à moins de croire que les moyens de propagande des minorités politiques communistes actuelles puissent rivaliser avec les médias de masse et l'ensemble de l'appareil d'État. Et que la diffusion de la conscience de classe puisse être réduite à des processus individuels et se développer grâce à la Raison.

Pour conclure ce point, se présenter aux élections aujourd'hui, quel que soit le pays, serait tactiquement une énorme perte d'énergie pour aucun "résultat", ni "succès". Politiquement, ce serait aider la classe dominante à s'opposer à la dynamique de classe prolétarienne "s'éloignant" du terrain bourgeois et participer objectivement à sa campagne et son offensive contre le prolétariat. Sur le plan des principes, ce serait finalement très dangereux pour les révolutionnaires. D'une part, la futilité de cette tactique pour le prolétariat, le sentiment d'impuissance et de lutte inutile, affaiblit les convictions politiques et de classe. D'autre part, une telle pratique conduirait inéluctablement à des concessions opportunistes aux idéologies démocratiques bourgeoises et individualistes de la petite bourgeoisie, sapant la compréhension de la dynamique de la lutte de classe comme une dynamique collective plutôt que comme la somme des individus.

« *En raison de la grande importance qu'elle revêt en pratique, il n'est pas possible de concilier l'action électorale avec l'affirmation qu'elle n'est pas le moyen d'atteindre le but principal de l'action du parti : la conquête du pouvoir; et il n'est pas possible d'éviter qu'elle n'absorbe toute l'activité du mouvement en le détournant de la préparation révolutionnaire* » (Thèses de la Fraction communiste abstentionniste du Parti socialiste italien, *Il Soviet* #16 et 17 juin 1920, nous soulignons, <http://www.pcint.org/>).

Fraternellement, le GIGC, le 28 décembre 2019.

12 . Il ne faut pas croire que cette utilisation par la bourgeoisie de la mystification électorale pour contrer les mobilisations n'appartient qu'à l'histoire (ou aux pays européens). Il en va de même pour le mouvement "étudiant" au Québec en 2012, dont le "tournant", le début de son reflux, a été provoqué par le déclenchement d'une période électorale : « *le mouvement a été vidé de sa substance grâce aux élections de septembre 2012* » (Assemblée de lutte étudiante et de quartier, brochure des Communistes Internationalistes-Klasbatalo).

Espagne 1936 : peut-il y avoir une révolution prolétarienne sans insurrection et destruction de l'État bourgeois ?

« La question du pouvoir est certainement la question la plus importante de toute révolution. Quelle classe détient le pouvoir ? Tel est le fond du problème (...) celle qui détermine tout le développement de la révolution, sa politique extérieure et intérieure » (Lénine, Une des questions fondamentales de la révolution, 1917).

La "révolution espagnole" reste une mystification, un mythe pour beaucoup, qui est largement entretenue par la gauche et les gauchistes, trotskistes et anarchistes en ayant fait leur fonds de commerce. Il est malheureusement des forces révolutionnaires qui, aujourd'hui encore, lui apportent leur caution. Parmi celles-ci, les camarades du groupe communiste Émancipation (plus connu sous le nom de son blog espagnol Nuevo Curso) défendent qu'il y a eu une « révolution espagnole » en 1936, que « le 19 [juillet] l'insurrection générale "inattendue" du prolétariat espagnol désarma la réaction armée [le coup d'État militaire de Franco] et prit le pouvoir sur les 4/5^e du territoire »¹³. Se revendiquant d'une prétendue "Gauche communiste espagnole" autour de la figure du militant révolutionnaire Grandizo Munis, ils en reprennent la tradition et les positions, tout particulièrement sur l'Espagne. Comme nous l'avons montré dans notre précédent numéro¹⁴, ces positions ne sont pas celles de la Gauche communiste internationale, mais celles de l'Opposition ouvrière trotskiste des années 1930, quand le courant trotskiste faisait encore partie du mouvement ouvrier bien que déjà très affaibli par l'opportunisme politique qui le rongait.

La clarification de la nature des événements espagnols ne se réduit pas à un simple débat historique sur la légitimité d'un courant, la Gauche communiste internationale, aux dépens de l'Opposition ouvrière et qui renverrait seulement à des questions théoriques et de principes. Elle s'étend aux enjeux d'aujourd'hui, plus particulièrement de la situation qui s'ouvre ces jours-ci, et auxquels les révolutionnaires et le prolétariat comme un tout commencent à se trouver confrontés. En effet, la violence et la profondeur de la crise que le coronavirus a juste précipitées, il n'en est pas la cause profonde, contraignent déjà la bourgeoisie à prendre des mesures "étatiques", visant à concentrer encore plus les appareils productifs nationaux autour de chaque État, tout en laissant tomber les secteurs qui nous sont présentés aujourd'hui comme "non stratégiques", c'est-à-dire non indispensables à la défense acharnée et sans pitié du capital national que la crise impose sur la scène mondiale. La phase qui s'ouvre, va voir la remise au goût du jour de politiques étatiques, économiques, politiques, idéologiques, ayant la même fonction historique que les politiques de Front

populaire ou de New Deal avaient pu avoir dans les années 1930 : défaire définitivement le prolétariat international et préparer la guerre impérialiste généralisée. À ce titre, la question espagnole est cruciale et pleine de leçons dans la mesure où la défaite et le massacre du prolétariat en Espagne fut l'ultime épisode du cours contre-révolutionnaire, indispensable pour dégager définitivement la voie à la guerre impérialiste généralisée.

En 1942, lorsque Munis rédige son livre sur l'expérience espagnole, *Leçons d'une défaite, promesse de victoire*, la défaite espagnole et internationale est largement consommée et la guerre mondiale a gagné tous les continents. Pourtant, il continue à défendre la thèse de la *Révolution espagnole*. Dès juillet 1936, elle fut clairement rejetée et combattue par la Gauche communiste internationale d'alors, en fait presque uniquement par la Gauche dite italienne au travers de sa revue en français *Bilan* (1933-1938). Au cœur de la divergence entre les deux courants, Opposition ouvrière et Gauche communiste, on trouve la question du rapport du prolétariat à son insurrection, à la destruction de l'État capitaliste, à l'instauration et l'exercice de sa dictature de classe. « Nous restons fidèles au marxisme lorsque nous maintenons dans toutes les circonstances, dans tous les événements, le drapeau de la destruction violente de l'État capitaliste, la prise du pouvoir politique par le prolétariat, qui est la base de toute transformation sociale de la société » (*Bilan* #36, Octobre 17-octobre 36, oct. 1936).

L'Opposition ouvrière trotskiste, y compris le Munis de 1942, se revendiquait des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste et des politiques de front unique et de "gouvernement ouvrier", c'est-à-dire de gouvernement constitué sur la base d'alliance avec les partis socialistes. C'est en Allemagne que cette politique d'alliance avec le PS et l'USPD, (Parti Socialiste Indépendant Allemand) en vue de former des "gouvernements ouvriers" fut d'abord mise en avant et mise en pratique par le PC allemand (KPD), mais aussi avec la participation du Parti Communiste Ouvrier Allemand (KAPD), puis finalement adoptée et théorisée par l'Internationale Communiste (IC). Ce faisant, celle-ci abandonnait les leçons de la Révolution d'Octobre 1917 et les acquis théoriques que Lénine avait développés en particulier dans les *Thèses d'avril* et dans *L'État et la révolution* : autonomie du prolétariat face l'État bourgeois, insurrection prolétarienne, destruction de l'État bourgeois, dictature du

13 . <https://nuevocurso.org/tipo/historia/historia-del-proletariado/memoria-historica/>

14 . cf. notre lettre à Émancipation dans *Révolution ou Guerre* #14.

prolétariat. Fidèle à ceux-ci, seule la Gauche communiste d'Italie, dirigeant le PC d'Italie de sa fondation en 1921 jusqu'à 1924, s'opposa ouvertement au sein même de l'IC – en particulier par les interventions de son principal dirigeant Amadeo Bordiga – contre cette politique de front uni avec les partis socialistes passés à la contre-révolution et contre la substitution du mot d'ordre de "dictature du prolétariat" par celui de "gouvernement ouvrier" adoptées lors du 3^e congrès de l'IC en 1921. Voilà pourquoi, encore aujourd'hui, la Gauche communiste internationale ne se revendique que des deux premiers congrès de l'Internationale. C'est précisément cette divergence fondamentale d'alors, divergence renvoyant à des questions de principe et de théorie donc, qui sépara les deux courants, celui de Trotski et la Gauche communiste, sur la nature et la signification des événements de juillet 1936 en Espagne et sur la nature de la guerre, "civile" ou impérialiste, qui suivit.

Dans son livre, Munis développe essentiellement quatre arguments, qu'il répète inlassablement au fil des pages et des chapitres, pour fonder sa thèse sur l'existence d'une révolution prolétarienne en Espagne :

- les masses prolétariennes étaient prêtes pour la révolution, « rien ne pouvait s'opposer à l'avalanche torrentielle des masses [qui avaient acquis] progressivement conscience de leur tâche socialiste »¹⁵ ;

- le 19 juillet 1936, « l'État et la société capitaliste s'écroulèrent après le triomphe de la classe ouvrière contre l'insurrection réactionnaire », c'est-à-dire le coup d'État militaire de Franco au point qu'« en exagérant un peu [sic!], on peut dire que l'Espagne était bourgeoise et capitaliste le 18 juillet, prolétarienne et socialiste le 20 juillet » ;

- « organisme né du triomphe des masses, le Comité central des milices était indéniablement un gouvernement révolutionnaire (...) le 19 juillet [ayant] fait apparaître en Espagne une multitude d'organes de pouvoir révolutionnaire (...) encore plus explicite que celui de la Révolution russe », organes que Munis appelle « les comités-gouvernement » ;

- « accompagnant l'effondrement général de l'État capitaliste, la propriété privée fut liquidée le lendemain du 19 juillet 1936 (...). Un nouveau système naquit, le système socialiste (...) grâce à l'organisation des collectivités qui suivit les expropriations opérées par les diverses milices et Patrouille de vigilance et par les comités-gouvernement ».

15 . Nous utilisons la version française republiée par les Éditions sciences marxistes en 2007. Toutes les citations présentées ici proviennent de la deuxième partie du livre, principalement des chapitres 12, 13 et 14. La répétition des mêmes arguments et la succession des contradictions au fil des pages et des chapitres, ce qui n'enlève rien au "plaisir" et à l'intérêt de la lecture mais rend le propos et la cohérence politiques particulièrement confus, nous ont obligés à choisir des citations éparpillées et à les rassembler pour la clarté de notre argumentation.

Des masses prolétariennes prêtes à la révolution ?

Fidèle à la prémisse trotskiste du *Programme de transition* selon laquelle « des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution » indépendamment du cours même de la lutte des classes et des événements tout au long des années 1930, Munis estime que « les rapports de force nationaux et internationaux étaient encore plus favorables qu'en 1917 » dans l'Espagne de 1936 et que « les masses [avaient] acquis progressivement la conscience de leur tâche socialiste [au point que] au cours des luttes internationales, rarement les masses ont bénéficié d'autant d'occasions de faire la révolution. Au début de l'année 1936, leur situation était optimale, franchement socialiste ».

Cette estimation favorable du rapport de force international et historique des années 1930 fait fit du cours contre-révolutionnaire tout au long des années 1920 et 1930 qui a suivi la défaite allemande, définitive en 1923, et l'isolement de la Révolution russe ; et qu'il ait pu exercer une quelconque influence sur la situation espagnole des années 1930. Les défaites historiques, politiques, idéologiques et physiques sanglantes des prolétariats russe, italien et allemand sous la terreur stalinienne, mussolinienne et nazi, qui avaient été à l'avant-garde de la vague révolutionnaire internationale de l'après-guerre, et de la dégénérescence de l'Internationale communiste, furent suivies d'échecs, souvent non moins sanglants comme en Chine en 1927, échecs chaque fois plus profonds des luttes et mobilisations ouvrières internationales. La crise économique de 1929 et le renouveau de combativité prolétarienne qui s'en suivit ne changèrent rien à cette dynamique de défaites et celles-ci devinrent des moments du processus historique menant à la guerre généralisée. Certes, ces mobilisations prolétariennes massives, telles les grèves massives de mai-juin 1936 en Belgique et en France, tout comme l'insurrection prolétarienne en Espagne de juillet 1936, n'étaient pas inéluctablement vouées à devenir des moments additionnels au cours à la guerre et indispensables à sa poursuite. En conséquence, il appartenait alors précisément aux faibles forces politiques restées fidèles à l'internationalisme communiste de prendre en compte le recul prolétarien international et de fixer fermement la ligne de défense de classe, une ligne préservant l'autonomie de la classe exploitée et révolutionnaire et de ses intérêts spécifiques économiques et politiques vis-à-vis de l'État bourgeois ; et sur laquelle le prolétariat international eut pu se reconnaître et se regrouper dans une position défensive même si les probabilités en étaient très réduites. Or, c'est précisément en Espagne que l'établissement de cette ligne de défense de classe rencontrait le plus de chance de pouvoir être érigée, du fait même de la com-

bativité prolétarienne, d'un instinct de classe aigu et des aspirations "révolutionnaires" (et non la « conscience de la tâche socialiste »), aussi confuses étaient-elles, régnant dans les grandes masses. Mais justement, expression du cours historique défavorable, aucune force révolutionnaire, aucun parti, ou fraction suffisamment influente, n'émergea pour établir cette ligne et la diffuser avec un minimum d'ampleur auprès des masses.

Pour Munis et la vision trotskiste, « un simple virage à gauche de la part des grandes organisations ouvrières ¹⁶, la décision publique de liquider l'État capitaliste et d'organiser le nouveau pouvoir révolutionnaire, aurait suffi pour gagner. (...) Des organisations ouvrières fidèles au capitalisme, voilà la tragédie du prolétariat, non seulement espagnol mais mondial ». Cette façon de poser le problème, une classe prête à la révolution et des "partis ouvriers fidèles au capitalisme", ignore que la capacité du prolétariat à se doter de son parti, en tant que plus haute expression de sa conscience de classe, est précisément un indicateur du degré d'extension de cette conscience dans les masses prolétariennes et un élément du rapport de force entre les classes tout comme des potentialités révolutionnaires. Dans l'Espagne de juillet 1936, l'absence de parti ou même de groupe, ou fraction, significatif, toujours fidèle au communisme et en capacité d'assumer des tâches de direction et d'orientation politiques dans la tourmente contredisait les espérances trotskistes et de Munis sur l'état de conscience révolutionnaire du prolétariat en Espagne. Et elle permettait dès le soulèvement militaire d'entrevoir les contours et limites de la réaction prolétarienne attendue, en particulier vis-à-vis de l'État bourgeois.

« En Espagne manque un parti de classe et aucune perspective ne s'offre pour qu'il puisse poindre au feu des événements actuels. Et ici nous n'affirmons pas une thèse qui, pour être didactique et scolastique, serait d'une stupidité incommensurable. Elle consisterait à croire que le prolétariat ne peut intervenir en tant que classe dans la situation parce

16 . Il entend par là les principales organisations du Front populaire, les syndicats UGT et CNT, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, le POUM et le PC d'alors, PCE et PSUC (parti communiste stalinien catalan de sinistre mémoire pour les exactions dont il s'est fait le champion) qui sont, du moins pour le PSOE et l'UGT déjà complètement passés dans le camp bourgeois ou en train d'y passer comme les PC depuis la mort de l'IC lors de son adoption du "socialisme en un seul pays".

qu'auparavant un groupe de théoriciens n'aurait pas compilé un programme à architecture complète et impeccable. (...) Nous nous basons sur des éléments concrets, sur les situations qui ont précédé celle qui vient de s'ouvrir et qui montrent que si les ouvriers espagnols sont parvenus à écrire — particulièrement au cours des cinq dernières années — des pages d'épopée qu'aucun autre prolétariat n'a encore à son actif, ils se sont malheureusement trouvés dans l'impossibilité de forger leur parti de classe » (Bilan #33, En Espagne, bourgeoisie contre prolétariat, juillet-août 1936 ¹⁷).

La combativité et "l'esprit révolutionnaire" du prolétariat lui permirent de se lancer dans la grève générale et de défaire, avec très peu d'armes en main, le coup d'État militaire franquiste dans les principales villes. Mais son impréparation politique, dont une des manifestations était précisément l'absence de parti de classe, fit qu'il se laissa très facilement, trop facilement,



Les milices ouvrières en partance pour le front de Saragosse...

détourner de l'affrontement à l'État républicain, de l'insurrection contre celui-ci, et mobiliser sur le front militaire avec l'envoi des milices sur Saragosse, quatre jours à peine après la soi-disant disparition de l'État capitaliste. Ce faisant, la classe révolutionnaire abandonna aussitôt son autonomie et son terrain classiste pour une "collaboration de classe"

avec les forces républicaines et contre le fascisme ¹⁸. « Par leur incorporation dans une armée, [les ouvriers] n'auront plus la force de retrouver le chemin au travers duquel ils vainquirent les militaires à Barcelone et à Madrid, le 19 juillet » affirme Bilan en octobre. Contrairement à la thèse de Munis, et malgré sa combativité, son héroïsme, sa radicalité et même ses "aspirations" ou sentiments révolutionnaires, le prolétariat en Espagne était loin d'être « conscient de sa tâche historique ».

Disparition et désagrégation de l'État bourgeois ?

Selon Munis, « une fois ses institutions coercitives vaincues et détruites, l'État capitaliste cessa d'exister (...). En le détruisant le 19 juillet, le prolétariat espagnol se débarrassa du principal obstacle au progrès. (...) Au moment précis où l'État bourgeois se désagrègea, l'anarcho-syndicalisme et le POUM lui firent acte d'allégeance, renforçant l'unité de toutes

17 . http://www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=1892#part2.

18 . Les résistances nationales encadrées par les PC lors de la 2^e Guerre mondiale en furent la continuité.

les organisations ouvrières contre l'organisation du nouvel État prolétarien ».

À maintes reprises, lui-même contredit sa thèse sur la disparition, désintégration, désagrégation, dissolution, et même destruction de l'État : « de la société capitaliste, il ne resta plus que la coalition du Front populaire, vacillant au bord de l'abîme. Son gouvernement était une ombre inutile, incarnation immatérielle du pouvoir capitaliste. (...) Dès que les premiers détachements de miliciens partirent pour la sierra de Guadarrama et l'Aragon, le Front populaire et le gouvernement commencèrent à détruire sournoisement l'œuvre réalisée le 19 juillet ». Non seulement, il reconnaît que l'État n'a pas été détruit mais aussi que son incarnation immatérielle exerce une action politique bien matérielle dès le lendemain du 19 juillet. Le gouvernement espagnol à Madrid est toujours là et celui de la Generalitat de Catalogne, présidé par Companys, reste en place avec l'appui de la CNT anarchiste et du POUM. Deux jours après l'échec franquiste à Barcelone, se constitue le Comité central des milices, dirigé par la CNT, et que Munis présente comme « le nouveau pouvoir politique ». Sa première décision est d'appeler les prolétaires à partir sur le front de Saragosse, dès le 24, à s'engager dans la lutte antifasciste et la défense de l'État républicain, à arrêter la grève générale. Ce faisant, ce soi-disant nouveau pouvoir révolutionnaire du Comité central des milices, à la tête duquel la CNT règne alors en maître, poussait les prolétaires à se détourner et ignorer la question du pouvoir réel, de classe, que l'insurrection du 19 avait objectivement posée sans que le prolétariat soit en capacité de la résoudre. Cette période qui voit chanceler le pouvoir bourgeois se conclut le 28 par l'alignement du POUM sur la CNT et les partis de gauche, son adhésion définitive au Front Populaire, et son appel, à son tour, à cesser la grève là où elle perdurait encore. « Par son mot d'ordre de rentrée, le POUM exprimera clairement le tournant de la situation et la réussite de la manœuvre de la bourgeoisie parvenant à obtenir la cessation de la grève générale, puis lançant des décrets pour éviter les réactions des ouvriers »¹⁹ [semaine

19 . Les principales revendications que le CC des milices rendit public le 24 : « semaine de travail à 36 heures ; augmentation de 10 % des salaires ; réduction des loyers ; paiement des jours de grève ; indemnité pour les chômeurs ; contrôle de la production par les comités d'usines, d'ateliers, des mines... » (cité par Munis). La Generalitat émit un décret avalisant la plupart de ces revendications – « il faut que les ouvriers partent [au front] avec la sensation qu'ils obtiennent satisfaction au sujet de leurs revendications » (Bilan #36, La leçon...) – qui ne furent pas appliquées, sauf quelques exceptions, pour assurer la production de guerre pour les fronts militaires. C'est avec raison cette fois que Munis défend que « le contrôle ouvrier de la production ne trouve une application révolutionnaire qu'en liaison avec l'expropriation générale du capitalisme et l'exercice du pouvoir politique par le prolétariat ». Mais encore faut-il s'entendre sur ce qu'est et dans quelles conditions peut-on parler d'expropriation du capitalisme et sur ce qu'est l'exercice du pouvoir politique par le prolétariat et dans

horaire de travail, réquisitions d'entreprises, "contrôle ouvrier", etc.] et, enfin, poussant les prolétaires en dehors des villes vers le siège de Saragosse » (Bilan #36, La leçon des événements d'Espagne).

Si Munis parle encore de révolution et de destruction de l'État en 1942, dès juillet-août 1936 la Fraction italienne est très claire sur la réalité du 19 juillet et sur l'issue de la confrontation. Là où Munis y voit une victoire, Bilan y voit une défaite : « lorsqu'ils se sont jetés dans la rue, le 19 juillet, [les ouvriers] n'ont pu diriger leurs armes dans une direction qui leur aurait permis de briser l'État capitaliste et de battre Franco. Ils ont laissé les Giral [le chef du gouvernement espagnol à Madrid à ce moment-là], les Companys à Barcelone à la tête de l'appareil d'État en se contentant de brûler les églises, de "nettoyer" des institutions capitalistes telles la Sûreté Publique, la police, la guardia civile, la garde d'assaut (...). Du 19 au 28 juillet, la situation aurait permis aux ouvriers armés, du moins à Barcelone, de prendre intégralement le pouvoir, sous des formes confuses, certes, mais qui aurait néanmoins représenté une expérience historique formidable. Le tournant vers Saragosse a sauvé la bourgeoisie » (ibid.).

Comités-gouvernement et Comité central des milices, organes du pouvoir prolétarien ?

Le chapitre qui suit celui sur le 19 juillet, est intitulé *Dualité du pouvoir : la prépondérance ouvrière*. Autrement dit, il contredit la thèse d'un monopole du pouvoir, à savoir de l'exercice de la dictature du prolétariat, et donc de la destruction de l'État capitaliste et d'une révolution prolétarienne qui était avancée précédemment et néanmoins toujours réaffirmée dans ce chapitre. Cette vision essaie de reprendre le schéma de la Révolution russe, en particulier de la période de double pouvoir effective, entre l'État russe et son gouvernement et les conseils d'ouvriers et de soldats, qui court de février à l'insurrection d'octobre 1917. « Sans même le savoir, sans en être conscient [sic!], le Comité central des milices se convertissait en gouvernement révolutionnaire et son appareil en ébauche d'un appareil d'État prolétarien. (...) L'exercice du pouvoir politique par le prolétariat et les paysans pauvres n'en restait pas moins une réalité de poids, incontournable. Toute la zone libérée du pouvoir militaire était aux mains d'une multitude de comités-gouvernement sans lien entre eux au niveau national et dénués d'une conscience claire de leur incompatibilité avec le vieil État. (...) Même durant la révolution russe, on n'assista pas à une victoire aussi nette (!) ».

Faisant un parallèle entre les soviets, ou conseils ouvriers – « les comités-gouvernement russes » selon lui – en Russie et la « multitude d'organes de pouvoir révolutionnaire » apparus en Espagne après le 19 juillet, Munis déclare même que « l'exemple des organes de

quelles conditions il se réalise...

pouvoir espagnols est encore plus explicite que celui de la Révolution russe». Ne va-t-il pas même jusqu'à prétendre que « dans de nombreux villages, les militants cénétistes proclamèrent l'anarchie à travers un comité qui correspondait exactement à la conception marxiste de la dictature du prolétariat » ! L'abomination théorique et de principe ne réside pas dans le fait que les anarchistes se voient attribuer un rôle dans l'affaire, mais dans l'affaire elle-même, à savoir la conception de la dictature du prolétariat qui nous est présentée là : une addition, au mieux une fédération hypothétique, de comités locaux ayant instauré l'anarchie village par village ! Loin de ces aberrations anarchisantes, Bilan, au contraire, défend que « les travailleurs de la péninsule ibérique restent, malgré leur admirable héroïsme et leurs sacrifices sublimes, en-deçà de toutes les expériences vécues par le mouvement ouvrier » (Bilan #36, Octobre 17-octobre 36).

Qu'en est-il en réalité ? Il est clair qu'une partie des collectivités paysannes et des comités des villages furent des émanations des paysans pauvres et leurs organes de lutte de classe dans les campagnes. Pour autant, comme Munis lui-même nous le montre par ailleurs, ces collectivités n'allaient pas, et ne pouvaient aller, au-delà de simple organe de lutte immédiate et de subsistance pour les paysans eux-mêmes. Pour ce qui est des comités-gouvernement et autres dans les villes, il nous indique qu'en fait, la plupart n'étaient pas l'émanation d'assemblée générale des usines ou des quartiers mais le résultat d'alliance et d'accord entre les partis et syndicats du Front Populaire, CNT et POUM compris bien sûr mais aussi de l'Esquerra Republicana catalaniste de Companys, qui se répartissaient la composition des comités. Sur le fond, sur la dynamique même du combat de classe en cours, que certains délégués aient été élus par l'assemblée du village ou de l'entreprise ou désignés autoritairement par les partis ne change rien au fait que la plupart de ces comités n'étaient pas l'émanation, ni l'expression, et encore moins facteur, d'une dynamique de lutte prolétarienne autonome, au contraire de ce que furent les soviets en Russie. Le Trotski de 1924 dans *Leçons d'octobre*, celui qui n'était pas encore trotskiste si l'on peut dire, définissait avec raison les soviets comme *organes de l'insurrection et organes du pouvoir prolétarien*, et non comme des simples formes d'organisation. Pour la plupart mis en place par la CNT, l'UGT et le POUM, et dirigés par eux, les "comités-gouvernement" et le CC des milices ne furent à aucun moment des organes de l'insurrection. Bien au contraire, il doit être clair que ce dernier fut constitué précisément pour la prévenir. « Loin de pouvoir être un embryon d'Armée Rouge, les colonnes [de miliciens] se constitueront sur un terrain et dans une direction qui n'appartiennent pas au prolétariat » (Bilan). Si les comités et le CC des milices furent des organes de pouvoir, ce

fut du pouvoir bourgeois et de son État maintenu.

« La constitution du Comité central des milices devait donner l'impression de l'ouverture d'une phase de pouvoir prolétarien et la constitution du Conseil central de l'Économie l'illusion que l'on entrerait dans la phase de la gestion d'une économie prolétarienne. Pourtant loin d'être des organismes de dualité des pouvoirs, il s'agissait bien d'organismes ayant une nature et une fonction capitalistes, car au lieu de se constituer sur la base d'une poussée du prolétariat cherchant des formes d'unité de lutte afin de poser le problème du pouvoir, ils furent, dès l'abord, des organes de collaboration avec l'État capitaliste. Le CC des milices de Barcelone sera d'ailleurs un conglomérat de partis ouvriers et bourgeois et de syndicats et non un organisme du type des soviets surgissant sur une base de classe, spontanément et où puisse se vérifier une évolution de la conscience des ouvriers » (ibid.).

Destruction du capitalisme et mesures socialistes ?

« Le prolétariat espagnol détruisit le capitalisme et ses valeurs », affirme Munis. « Accompagnant l'effondrement général de l'État capitaliste, la propriété privée fut liquidée le lendemain du 19 juillet 1936. Le prolétariat fit d'une pierre deux coups. En assénant un coup à l'État de la classe possédante, en le détruisant, il asséna un coup mortel à la propriété elle-même, aussi naturellement que la chute d'un météore. Les usines, les terres, le commerce, les transports, les mines se retrouvèrent entre les mains des ouvriers et des paysans. Dès que les tirs se turent dans les villes, le système économique espagnol reprit sa marche sur une nouvelle base. La gestion de l'économie par et pour la classe bourgeoise cessa. Un nouveau système économique naquit, le système socialiste »²⁰.

Le livre de Munis accumule les affirmations contradictoires, parfois d'une ligne à l'autre, destruction de l'État-maintien de l'État capitaliste, révolution-pas révolution, disparition-maintien du capitalisme²¹, etc. Ces contradictions incessantes expriment, entre autres choses, une confusion théorique et politique des plus larges vis-à-vis des principes élémentaires du marxisme et de l'expérience historique du prolétariat. Cette confusion se répand jusqu'au point où Munis parle de « propriété socialiste » après le 19 juillet 1936, d'« expropriation du prolétariat » (sic!) après mai 1937. Que la propriété privée ait été "liquidée", c'est-à-dire que soit les patrons aient fui,

20 . Cette citation et celles qui suivent se trouvent dans le chapitre 17, La propriété.

21 . Quelques pages après la citation précédente justifiant du socialisme par la liquidation de la propriété, Munis nous dit exactement le contraire, à raison ce coup-ci : « Le capitalisme ne disparaît pas parce que l'industrie cesse d'être propriété individuelle, car sa caractéristique essentielle est l'aliénation des moyens de production dans laquelle elle maintient les travailleurs dont elle achète la force de travail comme n'importe quelle autre marchandise » !

soit qu'ils aient été emprisonnés, voire fusillés, ne signifie pas que l'appropriation privée des moyens de production ait disparu. Que les usines soient contrôlées par leurs ouvriers, soient « *entre leurs mains* », ne signifie pas que le prolétariat ne subisse plus l'exploitation du capital. Que la gestion économique ne soit plus assumée par des individus capitalistes gardant dans leur coffre des titres de propriété ou d'actions ne signifie pas que les rapports capitalistes ne soient plus. Que l'argent, le papier monnaie, soit aboli dans les collectivités paysannes d'Aragon par la CNT-FAI ou le POUM ne signifie pas que la valeur d'échange n'ait plus cours. Et cela même dans le cas où le prolétariat aurait détruit l'appareil d'État capitaliste et instauré sa dictature de classe. Alors dans le cas espagnol où l'État capitaliste "républicain" est resté en place, la disparition ou élimination des "propriétaires" d'usine et de la terre, pour la plupart pro-franquistes, n'est qu'un moment du renforcement et de la concentration, non pas d'une économie "socialiste" même si elle se drape du rouge et noir anarchiste et qu'elle est sous un soi-disant "contrôle ouvrier", mais du capital national autour de l'État, et plus précisément d'une économie capitaliste de guerre indispensable aux besoins du front militaire contre le franquisme, aux nécessités de la lutte entre deux fractions également bourgeoises, qui devint très vite une guerre impérialiste locale.

Munis lui-même tombe sur le terrain de cette guerre au fil des pages et des chapitres en identifiant les intérêts du prolétariat espagnol au succès de la guerre contre l'armée de Franco. Il en arrive ainsi à vanter les vertus de la supériorité de la "production socialiste" sur la "production capitaliste"²² : « *la supériorité productive du socialisme sur le capitalisme fut clairement démontrée par l'œuvre des Collectivités ouvrières et paysannes. (...) En 1936, ouvriers et techniciens (...) se réjouissaient de pouvoir développer une industrie socialiste et de produire le matériel nécessaire au triomphe de la nouvelle société. Ils envoyèrent rapidement sur les fronts une grande quantité de matériel de guerre (...). Avant la fin de l'année 1936, plusieurs usines avaient été construites et mises en marche, où l'on fabriquait des produits chimiques pour la guerre, difficiles à trouver même dans les pays plus industrialisés.* »

Il suffit de le laisser parler, ou écrire, pour voir la confirmation que les rapports capitalistes n'avaient pas disparu, qu'ils continuaient à imposer leur diktat sur la

soi-disant "économie socialiste" et que l'exploitation du prolétariat se poursuivait. « *Bien que la guerre absorbât un nombre sans cesse grandissant d'hommes, le chômage ouvrier apparut dans toutes les industries qui n'étaient pas directement liées aux besoins du front. Au début, les Collectivités continuaient à payer un salaire journalier aux ouvriers aux chômage, mais leurs ressources étaient limitées et leurs relations commerciales se détérioraient. N'ayant pas confisqué le capital financier, les Collectivités devaient vivre de leur propre capital. La plupart d'entre elles durent contracter des prêts, toujours refusés par le gouvernement* ». Preuve si besoin en était que « *le capitalisme et ses valeurs* » n'avaient pas été détruits.

En fait, comme l'écrit Bilan, « *là où les patrons avaient fui ou furent fusillés par les masses, se constituèrent des conseils d'usines qui furent l'expression de l'expropriation de ces entreprises par les travailleurs. Ici intervinrent les syndicats (...) pour défendre la nécessité de travailler à plein rendement pour l'organisation de la guerre sans trop respecter une réglementation du travail et des salaires. Immédiatement étouffés, les comités d'usines, les comités de contrôle des entreprises où l'expropriation ne fut pas réalisée (en considération du capital étranger ou pour d'autres considérations) se transformèrent en des organes devant activer la production et, par là, furent déformés dans leur signification de classe. Il ne s'agissait pas d'organismes créés pendant une grève insurrectionnelle pour renverser l'État, mais d'organismes orientés vers l'organisation de la guerre (...). Désormais les ouvriers au sein des usines qu'ils avaient cru conquérir sans détruire l'État capitaliste, redeviendront les prisonniers de ce dernier et bientôt, en octobre, sous prétexte d'œuvrer pour la réalisation d'une nouvelle ère, de gagner la guerre, on militarisera les travailleurs des usines [afin] d'œuvrer pour le socialisme* » (Bilan #36, La leçon...).

Il nous semble que nous pouvons en terminer ici quant à notre démonstration. Ni révolution, ni pouvoir ouvrier, ni même dualité de pouvoir, encore moins socialisme, il n'y eut rien de cela dans l'Espagne de 1936.

La défaite internationale et le massacre espagnol étaient-ils inévitables ?

Aussi combattives, héroïques, et même révolutionnaires, pouvaient être les masses prolétariennes en Espagne, aussi aigus pouvaient être les antagonismes de classe, les conditions historiques propres au pays et la succession de défaites du prolétariat international ne permirent pas l'émergence d'une minorité politique prolétarienne d'avant-garde marxiste, d'un parti, en capacité de défendre et diffuser une ligne de classe claire pour le prolétariat face à l'État bourgeois. Aucune force ne fut capable d'établir des *thèses d'avril* pour l'Espagne, encore moins de tenter de les diffuser, les défendre et les mettre en pratique à Barcelone, dans les usines, dans la rue, dans les quartiers. Les leçons de

22 . La vision trotskiste, Trotsky lui-même, se retrouve avec le stalinisme pour justifier de la "supériorité du socialisme" par la productivité et les taux de croissance prétendument supérieurs au capitalisme. Cet argument trahit une compréhension – dans le cas du trotskisme d'avant-guerre – erronée, la marque de l'opportunisme politique, du communisme bien sûr et même de la gestion de l'économie par le prolétariat au pouvoir durant la période de transition, lorsque, sous la dictature du prolétariat, les classes et les rapports marchands ne sont pas encore totalement détruits.

Lénine sur l'insurrection, reprenant celle de Marx sur le fait que « *l'insurrection est un art* »²³, font de celle-ci un élément central de l'acte révolutionnaire détruisant l'État de la bourgeoisie et la prémisse indispensable à l'exercice de la dictature du prolétariat. « *Tout comme Lénine en avril 1917, nous devons opérer sur le nœud central du problème et c'est là que la seule différenciation politique "réelle" peut s'opérer. À l'attaque capitaliste on ne peut répondre que sur une base prolétarienne. (...) De la situation actuelle où le prolétariat est tenaillé entre deux forces capitalistes, la classe ouvrière ne peut passer à l'autre opposée qu'en empruntant le chemin conduisant à l'insurrection* » (Bilan #34, Au front impérialiste (...), il faut opposer le front de classe, août-septembre 36).

Oubliée, abandonnée, ignorée, trahie, l'insurrection prolétarienne en tant que principe que *Bilan* était pratiquement seul à défendre encore, aurait permis au moins à la minorité révolutionnaire d'avertir le prolétariat dès juillet 1936 du danger de se laisser griser par l'illusion d'un pouvoir que les fusils semblaient donner aux prolétaires, de laisser en place le pouvoir étatique bourgeois à Barcelone, de la mystification des conquêtes soi-disant "socialistes" qui était destinées à la production de guerre, de se précipiter sur les fronts et se faire massacrer pour les intérêts de la classe ennemie.

Sans doute la Fraction aurait-elle pu aller plus loin dans le cas d'une hypothétique situation qui auraient vu certains de ses membres s'exiler dès la moitié des années 1920 à Barcelone plutôt qu'à Paris, Marseille et Bruxelles. Car contrairement à la fausse critique selon laquelle la Fraction italienne se manifestait par une vision fataliste, du fait de sa reconnaissance d'un cours historique contre-révolutionnaire qu'elle n'a jamais présenté comme une mécanique inarrêtable, et par un indifférentisme vis-à-vis de la lutte prolétarienne en Espagne, il ne fait guère de doute qu'elle aurait développé la même volonté militante que celles que ses membres affichaient en France et en Belgique, lorsqu'ils intervenaient dans les usines et les réunions, parfois revolvers en poche pour pouvoir se protéger contre la répression stalinienne. Dès juillet, abandonnant les principes de l'insurrection et de la dictature du prolétariat, la plupart des derniers groupes oppositionnels de gauche, et même parfois de la Gauche communiste – au sein même de *Bilan* –, crurent voir un *pouvoir prolétarien révolutionnaire* dans les photos des ouvriers et ouvrières espagnols en bleus de travail, une main sur le fusil, l'autre brandissant le poing levé, arborant des bonnets rouge et noir, défilant place de Catalogne, élisant leurs officiers et en partance pour le front ; et l'*internationalisme prolétarien* en action

dans l'afflux des brigadistes venus de toute part. Nous l'avons vu, il n'en était rien.

Dans cet ouragan de confusion et de panique provoquant tant de trahisons de classe, *Bilan* fut la seule voix qui maintint fermes les principes. « *De deux choses l'une : ou bien la situation révolutionnaire existe et il faut lutter contre le capitalisme, ou bien elle n'existe pas et alors parler de révolution aux ouvriers, alors que, malheureusement, il ne s'agit que de défendre leurs conquêtes partielles, signifie substituer au critère de la nécessité d'une défensive mesurée pour empêcher le succès de l'ennemi, celle qui consiste à lancer les masses dans le gouffre où elles seront écrasées* » (Bilan #36, La consigne de l'heure : ne pas trahir, octobre 1936).

Bilan fut la seule voix qui avançait des orientations qui eussent pu éviter la catastrophe et imposer à toutes les fractions en lutte de la bourgeoisie espagnole, le terrain des revendications de classe : « *La seule voie de salut pour les ouvriers consiste dans leur regroupement sur des bases de classe : pour des revendications partielles, pour défendre leurs conquêtes en même temps qu'ils se baseront sur la force de persuasion des événements eux-mêmes pour soulever comme seule solution gouvernementale possible, celle de la dictature du prolétariat, pour lancer le mot d'ordre de l'insurrection lorsque les conditions favorables auront mûri* » (Bilan #33, En Espagne : bourgeoisie contre prolétariat, juillet-août 1936).

RL, avril 2020.

23 . Lénine, Le marxisme et l'insurrection, 1917
(<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/09/vil19170926.htm>).

Bilan #18 : Parti - Internationale - État / VII : L'État prolétarien (Avril - Mai 1935, extraits)

Nous publions ci-après des extraits d'un article de la revue *Bilan de la Fraction de gauche du PCI, la gauche dite italienne*, d'une série publiée au fil des numéros sur la question de l'État et, plus spécifiquement sur l'État prolétarien et l'expérience de la Révolution russe. Nous invitons fortement les lecteurs à lire toute la série, malheureusement uniquement en français, qui est disponible sur le site des Éditions Smolny (http://www.collectif-smolny.org/article.php?id_article=49). Cet article n'aborde qu'une dimension particulière de la période de transition entre le capitalisme et le communisme, celle de la période initiale de l'exercice de la dictature de classe dans un seul pays, ou groupes de pays, alors que l'État "prolétarien" se trouve confronté aux autres États capitalistes et impérialistes.

Prenant appui sur les expériences de février-mars 1918 lors de la signature forcée du Traité de paix de Brest-Litovsk avec l'Allemagne et sur celle de la guerre avec la Pologne de 1920 qui vit l'Armée rouge parvenir aux portes de Varsovie, l'article essaie de tracer des lignes de principes généraux, que les bolcheviques et l'ensemble des forces révolutionnaires d'alors ne pouvaient avoir acquis faute précisément d'une expérience historique préalable. Ce faisant, il rejette toute approche idéaliste ou anarchisante, voire d'infantilisme gauchiste tels les arguments de la fraction Boukharine contre la signature de Brest, qui préconisaient – et que certains préconisent encore de nos jours ! – qu'il eût mieux valu abandonner le pouvoir face à l'isolement international, qu'il eût été préférable que la Commune russe fut anéantie comme le fut la Commune de Paris et qu'ainsi on se serait évité la tragédie de l'infâme et sanglant stalinisme. Comme si, lorsque le cours d'une grève ouvrière s'infléchit et commence à reculer, voire se retrouve dans une impasse, les révolutionnaires pouvaient se retirer, abandonner leurs camarades de combat, pour pouvoir rester propres et préservés de toute soi-disant compromission.

Plus sérieusement, heureusement, le texte essaie de soulever la contradiction qui tend à émerger, en l'absence d'extension internationale, entre l'État de la période de transition et le prolétariat qui reste toujours une classe exploitée. Il relève à juste titre qu'à l'opposition internationale entre les classes, dont Octobre 1917 avait été l'expression la plus aboutie, se substitue l'opposition entre l'État prolétarien et les États des puissances impérialistes au fur et à mesure que la perspective d'extension internationale de la révolution se réduit et s'affaiblit. Face à cette contradiction, Bilan défend que « la seule alternative possible reste prolétariat / capitalisme mondial et l'État prolétarien n'est un facteur de la révolution mondiale qu'à la condition de considérer que l'ennemi qu'il doit battre, c'est la bourgeoisie mondiale ». Nous croyons que c'est dans ce sens-là qu'il convient d'aborder la question et d'y réfléchir afin d'établir au mieux les principes qui guideront l'action du parti dès les premiers jours de la dictature du prolétariat.

Les principes sont donc autant de fondements soutenant le chemin de l'action du prolétariat mondial ; leur apparition et leur consécration en des textes statutaires sont un produit de l'évolution historique elle-même et, pour ce qui concerne l'État prolétarien, nous avons pu constater à nouveau une coïncidence qui s'était toujours produite auparavant : les tâches nouvelles de la classe ouvrière devront être abordées sans posséder **tous** les éléments théoriques et politiques nécessaires et indispensables. Cette zone d'**inconnu** et d'**inconnaissable** est, suivant Engels, le tribut que la science sociale doit payer tant que la technique productrice n'aura pas engendré une expansion tellement élevée de la production que les classes auront cessé d'être une nécessité historique et la libre satisfaction des besoins permettra la vie de la société communiste.

Nous avons déjà dit que la compréhension d'une situation n'est possible qu'en fonction de deux éléments fondamentaux : l'action et le rôle du prolétariat, la concrétisation de cette action en corrélation d'un système de principes. Nous avons aussi indiqué que, pour l'État prolétarien, l'impossibilité s'était à nouveau manifestée d'établir la politique de cet État sur la base de

données programmatiques établies dans la période qui précéda la victoire du prolétariat russe et pouvant embrasser toute une étape de l'évolution historique. C'est pour ne pas s'en être rigoureusement tenu – dans l'analyse des situations – au critère fondamental de l'action et du rôle du prolétariat que l'expérience de l'État soviétique se clôture actuellement par son incorporation dans le système capitaliste mondial. Si le prolétariat mondial avait interprété les différentes situations de l'après-guerre au travers de sa fonction politique et de l'inconciliabilité de ses contrastes avec le capitalisme, les conditions objectives auraient été réalisées pour établir les fondements théoriques de l'État ouvrier au cours de l'évolution des luttes de classe du prolétariat mondial accompagnant l'expérience du prolétariat russe.

En 1917-18 et en 1921, aux deux tournants de la situation mondiale, le parti russe donne des solutions tactiques aux problèmes de l'État soviétique sur la base d'analyses des situations où il leur est impossible de faire découler la politique de l'État ouvrier de la position que ce dernier devait avoir sur la lutte du prolétariat mondial ; le défaut d'une expérience historique pouvant les instruire à ce propos ne leur permettait pas

de saisir la réalité de la situation dans laquelle ils agissaient. Dans les deux époques, les bolcheviks concluaient à la nécessité d'opérer des retraites, de composer avec l'ennemi tout en affirmant qu'ils auraient agi bien autrement si l'on pouvait escompter des mouvements révolutionnaires sur les autres fronts de la lutte des ouvriers de tous les pays. Et, chaque fois, la retraite ou le compromis trouvaient une justification complémentaire dans la nécessité de sauvegarder l'État prolétarien, non en tant qu'une conquête particulière du prolétariat russe, ou en tant qu'une position « en soi », mais comme un instrument qui aurait pu intervenir par la suite quand la classe ouvrière des autres pays aurait conquis de nouvelles possibilités de lutte : les bolcheviks croyaient ainsi s'acquitter de leur devoir internationaliste, car ils sauvegardaient l'État prolétarien et empêchaient l'ennemi de le détruire, au travers d'une contingence qui lui était provisoirement favorable. Mais toute cette tactique ne tenait pas compte de l'élément essentiel, à savoir que la position qu'occupe l'État prolétarien agit directement sur le processus de la lutte du prolétariat de chaque pays et que le tout consiste à prendre le chemin qui favorisera la position de la classe ouvrière dans la lutte mortelle qu'elle doit livrer au capitalisme mondial.

En 1917-18, à Brest-Litovsk, les bolcheviks avaient le choix entre deux critères fondamentaux : ou bien relier leur politique à la maturation des mouvements révolutionnaires dans les autres pays, ou bien exploiter la guerre que se faisaient les Empires Centraux et l'Entente en marchandant l'appui de la Russie à l'une ou à l'autre des deux constellations. Il est évident que c'est le deuxième chemin qu'auraient dû emprunter les bolcheviks s'ils s'étaient bornés à l'instantané photographique où dominait la puissance de la bourgeoisie allemande suffisante pour faire déferler ses armées à l'assaut des frontières soviétiques et l'incapacité immédiate du prolétariat de ce pays à briser le plan du capitalisme. L'autre politique de l'État ouvrier ne pouvait ressortir qu'à la condition de ne pas se borner à l'instant politique qui accompagnait le Traité de Brest-Litovsk et de considérer la perspective de la contingence et la possibilité des mouvements révolutionnaires en Allemagne. En effet, dix mois après la signature du Traité de Brest-Litovsk, de puissants mouvements révolutionnaires déferlaient en Allemagne d'abord, en Hongrie, en Italie, et, en général, dans tous les autres pays, donnant ainsi à la Révolution russe la seule signification prolétarienne qu'elle pouvait avoir, à savoir la première victoire obtenue par la classe ouvrière mondiale sur le secteur russe, prologue de la victoire sur le front mondial. Les événements de 1919-21 démontrèrent nettement que parce que les prémisses historiques d'Octobre 1917 étaient uniquement d'ordre international, c'est

uniquement sur la base de la lutte de classe ouvrière mondiale que l'on pouvait envisager la défense de l'État soviétique contre les attaques de l'impérialisme allemand et de tous les autres pays. Des deux tendances du parti bolchevik qui s'affrontèrent à l'époque de Brest-Litovsk, celle de Lénine et l'autre de Boukharine, nous croyons que c'était bien la première qui s'orientait vers les objectifs de lutte pour la révolution mondiale. Les positions de la fraction dirigée par Boukharine et suivant laquelle la fonction de l'État prolétarien était de délivrer par la « guerre révolutionnaire » le prolétariat des autres pays se heurte brutalement à la nature même de la révolution prolétarienne et de la fonction historique du prolétariat. Celui-ci ne peut nullement suivre le chemin de la bourgeoisie qui a pu triompher sur le terrain mondial avec Napoléon construisant l'État français au travers des randonnées victorieuses de ses armées dont l'objectif réel – au point de vue historique – n'était pas d'établir un empire européen et mondial de la France, mais bien d'accélérer la maturation des conditions politiques dans les autres États pour asseoir l'État capitaliste français dans un milieu international permettant la victoire du capitalisme au point de vue mondial. Le prolétariat ne peut pas, d'autre part, suivre l'autre chemin suivi par Bismarck et consistant non pas en un programme d'expansion militaire et de conquête (Napoléon), mais de rassemblement de la « nation allemande » autour de l'État bourgeois centralisé. Dans le cas de Napoléon aussi bien que de Bismarck, nous assistons à un cours d'événements qui avait pour axe la construction d'États capitalistes répétant, sur l'échiquier mondial, l'opposition qui se déchaîne sur le marché capitaliste entre les entreprises ou les trusts. Ces deux contrastes trouvent leur origine dans la contradiction révélée par Marx dans sa théorie de la valeur, dans le mode de production capitaliste, qui conduisent à l'impossibilité de la réalisation de la valeur du travail dans un régime basé sur la division de la société en classes. Nous n'avons pas en vue ici le cas particulier de Brest-Litovsk où le critère essentiel qui devait prévaloir fut celui défendu par Lénine faisant dépendre l'attitude de l'État soviétique de la position occupée par le prolétariat allemand et affirmant aussi qu'en cas de nécessité, les bolcheviks se retireraient dans les Ourals, en Sibérie, jusqu'à ce qu'une reprise de la lutte révolutionnaire se manifesta en Europe. Nous trouvons une nouvelle vérification de ce point de vue central défendu par Lénine dans les analyses qu'il fit de la politique suivie lors des opérations de l'armée rouge en Pologne en 1920 et qui le conduisaient à conclure qu'à cette époque la politique soviétique avait facilité la manœuvre de la bourgeoisie polonaise qui tendait – avec succès d'ailleurs – à mobiliser les différentes classes sur un front de résistance nationaliste contre

l'attaque soviétique. Mais les directives exposées par Lénine, où il considérait possible pour l'État russe de louvoyer entre les brigands impérialistes et d'accepter même l'appui d'une constellation impérialiste en vue de défendre les frontières de l'État soviétique menacé par un autre groupe capitaliste, ces directives générales témoignent – à notre avis – de la difficulté gigantesque que rencontraient les bolcheviks pour établir la politique de l'État russe alors qu'aucune expérience précédente ne pouvait les armer pour se diriger dans la lutte contre le capitalisme mondial et en vue du triomphe de la révolution mondiale.

Il n'est pas facile de déterminer qui, à Brest-Litovsk, l'a emporté : si c'est la considération générale de rythmer la marche de l'État soviétique au pas de la lutte du prolétariat des autres pays, ou bien l'autre considération que Lénine avait exprimée à cette même époque : l'intervention de l'État soviétique sur le front des contrastes inter-impérialistes pour profiter de l'appui qu'un groupe d'entre eux se serait vu forcé de donner à l'État russe pour pouvoir battre l'autre groupe impérialiste. Nous ne pouvons donc pas affirmer d'une façon définitive que la directive internationaliste a inspiré la décision qui a été adoptée à Brest-Litovsk ou bien si c'est l'état de nécessité qui a déterminé le parti bolchevik à accepter les conditions de l'impérialisme allemand. Si on se reporte à l'offensive de l'Armée rouge en Pologne en 1920, nous devons conclure que c'est plutôt la deuxième hypothèse qui se rapporte à Brest où l'État russe se serait déterminé à accepter le diktat allemand, non à cause de la situation que traversait à ce moment le prolétariat allemand, mais à cause de la supériorité militaire de ce pays. En définitive, l'idée de l'opposition « État prolétarien / États capitalistes » se fait jour dès la naissance de l'État soviétique. Et cette antinomie d'États voiles, dès le premier temps, l'opposition entre les classes, la seule qui puisse inspirer l'action de l'État prolétarien au même titre que l'action des autres institutions prolétariennes : syndicats, coopératives, parti de classe.

Nous devons encore dire un mot pour Brest. Nous avons vu que, dix mois après cet événement, des mouvements révolutionnaires débutent en Allemagne pour s'épancher ensuite dans les autres pays, alors que les bolcheviks avaient décidé d'accepter Brest, surtout parce que l'horizon international ne présentait pas des perspectives de mouvements insurrectionnels. L'impossibilité dans laquelle se trouvaient les bolcheviks de déterminer la perspective de la contingence n'était nullement occasionnelle, mais dépendait des conditions dans lesquelles ceux-ci agissaient, **c'est-à-dire l'impossibilité où ils se trouvaient de puiser dans le domaine théorique et des principes les armes leur permettant de dépasser la vision de l'instant politique, et prévoir la perspective découlant des**

centres moteurs de la situation, les seuls qui peuvent expliquer la contingence elle-même. Nous apercevrons d'autant mieux la difficulté qui est à la base de l'appréciation de la situation de 1917-18 que nous comparerons l'extrême décision qui ressort des thèses de Lénine d'avril 1917, dans une situation où, pourtant, le rapport des forces entre les bolcheviks et l'ennemi (sous ses différentes formes) était autrement défavorable que ne l'était le rapport de forces en 1917-18. Lénine, aussitôt arrivé en Russie, bien que minorité au sein du parti lui-même, armé qu'il était par un arsenal de principes acquis au prix d'une lutte qui avait duré de longues années, saisit immédiatement la signification de la réalité russe et, en dépit de toutes les apparences momentanées, n'hésite pas à dresser un programme d'action qui paraissait isoler le parti bolchevik des masses et des mouvements du moment, mais qui, en réalité, correspondait directement à l'évolution des situations : cinq mois après, les événements devaient parfaitement confirmer le plan de Lénine d'avril. Mais, en 1917-18, Lénine ne possédait pas, sur le problème de l'État soviétique, cet ensemble de principes qui lui avaient permis de comprendre la situation du printemps 1917. Nous avons voulu insister sur ce point pour vérifier la thèse que nous avons émise et qui consiste à considérer impossible l'analyse d'une situation si elle ne se base pas sur des considérations principales se rapportant aux positions que doit occuper le prolétariat.

L'on pourrait facilement taxer les considérations précédentes d'élucubrations abstraites et sans valeur puisque tout le problème se réduirait dans des proportions bien modestes et que la retraite ou l'offensive de l'armée rouge ne seraient décidées que par des rapports militaires de force entre les deux armées en lutte. À Brest, par exemple, il aurait fallu donner une réponse à un problème immédiat et non en fonction de la montée du mouvement révolutionnaire en Allemagne, qui ne devait se déclarer que dix mois plus tard. Nous voyons en cela la répétition du vieux refrain que l'on oppose toujours aux courants marxistes : « Voici la situation, il faut répondre par un oui ou par un non, et surtout considérer que le rejet d'un compromis peut faire crouler une institution prolétarienne, alors que sa sauvegarde permettrait demain la lutte pour les objectifs finaux qui n'auraient donc été écartés provisoirement que pour mieux lutter et vaincre dans la nouvelle circonstance ». Ce **réalisme** a toujours accompagné les déviations et les trahisons : en face de lui, il faut encore une fois opposer la ferme réponse du prolétaire communiste qui révèle le jeu de l'opportuniste : il ne s'agit nullement de faire la révolution à n'importe quel moment ; il ne s'agit pas non plus de se refuser à reconnaître la nécessité d'une retraite quand les circonstances l'imposent ; il s'agit tout simplement de

ne jamais lier le prolétariat à des forces qui lui sont fondamentalement opposées. Lorsqu'une situation se présente où l'existence même d'une organisation prolétarienne est en jeu et que l'ennemi peut profiter de circonstances qui lui sont favorables pour livrer une attaque dirigée vers sa destruction, l'option réelle qui se présente devant la classe ouvrière est : ou la lutte ou la capitulation. Dans la première hypothèse, la victoire de l'ennemi n'est que momentanée parce qu'elle ne résulte que de rapports de force contingents, et le capitalisme ne peut introduire – grâce à son succès – ses agents au sein du mouvement prolétarien. Dans la deuxième hypothèse, ce n'est pas seulement la situation contingente qui est préjugée, mais celle aussi de l'avenir et le capitalisme aura atteint la plus grande des victoires possibles car son renforcement ne sera plus de l'ordre quantitatif et contingent, mais qualitatif et de longue durée ; son appareil de domination se sera accru d'une maille – et de la plus dangereuse pour le prolétariat – parce qu'il aura installé une forteresse au sein même du mouvement du prolétariat.

La solution qu'ont donnée les bolcheviks à Brest ne comportait pas une altération des caractères internes de l'État soviétique dans ses rapports avec le capitalisme et le prolétariat mondial. En 1921, lors de l'introduction de la NEP et, en 1922, lors du Traité de Rapallo, une modification profonde devait se vérifier dans la position occupée par l'État prolétarien dans le domaine de la lutte des classes sur l'échelle mondiale. Entre 1918 et 1921 devait se déclarer et ensuite se résorber la vague révolutionnaire déferlante dans le monde entier ; l'État prolétarien rencontrait, dans la nouvelle situation, des difficultés énormes et le moment était venu où – ne pouvant plus s'appuyer sur ses soutiens naturels, les mouvements révolutionnaires dans les autres pays – il devait ou bien accepter une lutte dans des conditions devenues extrêmement défavorables pour lui, ou éviter la lutte et, par cela même, accepter un compromis qui devait graduellement et inévitablement le conduire dans un chemin qui devait d'abord adultérer, ensuite détruire la fonction prolétarienne qui lui revenait pour nous amener à la situation actuelle où l'État prolétarien est devenu une maille de l'appareil de domination du capitalisme mondial.

Nous voulons immédiatement nous élever contre la position grossière qui consiste à délimiter, en des responsabilités personnelles, les causes profondes du renversement qui s'est opéré entre la position révolutionnaire que détenait l'État russe en 1917-21 et la position contre-révolutionnaire qu'il détient actuellement en 1935. Loin de nous de sous-estimer les conséquences de la mort du chef de la révolution, mais nous sommes certains que ce serait faire outrage à la mémoire du grand marxiste que fut Lénine d'affirmer que le renversement de la position de l'État prolétarien et son pas-

sage au service du capitalisme dépend du fait qu'à sa tête ne se trouvait plus un chef aux qualités exceptionnelles et géniales, mais Staline, l'envoyé du démon de la dégénérescence et de la perversion. Le véritable hommage à Lénine consiste, par contre, à affirmer que, même s'il avait pu continuer à vivre pour œuvrer au salut de la révolution mondiale, les mêmes problèmes seraient apparus, les mêmes difficultés se seraient fait jour : les derniers articles de Lénine sur la coopération expriment le reflet de la nouvelle situation consécutive aux défaites du prolétariat mondial, et il n'est nullement étonnant qu'ils aient pu servir aux falsificateurs qui ont ébauché la théorie du « socialisme en un seul pays ». Devant Lénine, s'il avait survécu, le centrisme aurait eu la même attitude qu'il a prise envers les nombreux bolcheviks qui ont payé par la déportation, la prison et l'exil la fidélité qu'ils ont voulu garder au programme internationaliste d'Octobre 1917. Lénine, son génie, son intransigeance, sa fermeté politique n'auraient pu avoir raison des forces sociales engendrées par une grave modification de la situation et le centrisme, dans la personne de Staline, aurait eu raison de lui aussi dans le cas – qui s'est malheureusement vérifié – où le prolétariat mondial devait mordre la poussière en face de l'ennemi pouvant redresser l'édifice de son régime au travers de l'appui que lui fournissaient ses agents au sein du prolétariat.

Ces deux positions sont également fausses : celle qui voudrait retrouver dans Octobre 1917, dans les principes mêmes de la dictature du prolétariat, les vices originaires devant conduire inévitablement à la situation actuelle, et l'autre voulant séparer formellement les deux périodes de vie de l'État prolétarien : la première du temps de Lénine, où tout marchait à merveille, et l'autre, qui aurait été dévoyée, corrompue par le Satan que serait Staline. **La distinction entre les deux périodes existe, mais nullement en fonction des qualités personnelles des hommes qui les ont exprimées, mais par l'opposition entre la nature même de ces deux situations dont l'une est contresignée par l'éclosion des mouvements révolutionnaires dans tous les pays, l'autre par la résorption de la vague révolutionnaire et par la victoire de l'ennemi qui pouvait – grâce aux défaites de 1918-21 – résister victorieusement aux batailles révolutionnaires d'Allemagne en 1923, de Chine en 1927, pour ne citer que les plus importantes.**

Ces deux périodes sont directement reliées l'une à l'autre et nous devons affirmer nettement que les germes fécondateurs du centrisme nous les retrouvons dans les conditions d'immaturité idéologique dans lesquelles le prolétariat international s'est trouvé lorsque les conditions historiques lui ont présenté l'occasion de détruire le capitalisme mondial. Ces conditions d'immaturité s'expriment par l'isolement des bolcheviks au

sein du mouvement prolétarien où, nulle part ailleurs, on avait procédé au travail de fraction qui avait permis au prolétariat russe de retrouver dans les bolcheviks le guide de leurs batailles révolutionnaires. Il ne paraît pas que la leçon des événements soit présente aujourd'hui aux militants communistes survivants après le ravage du centrisme car, encore actuellement, à part notre fraction, dans les autres pays on ne se dispose nullement vers le chemin qui permit la victoire du prolétariat.

Lorsque, en 1921, la nouvelle situation se présente, Lénine et les bolcheviks l'affrontent avec des conceptions qui – pour ce qui concerne l'État prolétarien – étaient l'expression de la situation précédente mais ne résultaient nullement de l'établissement du rôle de l'État ouvrier dans la réalité de la lutte des classes mondiale : en 1921, se basant sur les précédents historiques immédiats, on devait conclure à la nécessité de défendre, **malgré tout**, l'existence de l'État russe puisque ce dernier avait montré ses hauts titres révolutionnaires par la fondation de l'Internationale communiste. Lénine, dans l'étude sur la NEP, Trotski dans son rapport au 4^e Congrès de l'Internationale, devaient poser le problème central dans les termes suivants : une bataille s'engage entre le prolétariat détenant – au travers de l'État – les leviers de commande économiques et les autres couches de la population paysanne et petite-bourgeoise : la victoire appartiendra, en définitive, à celui des deux antagonistes qui parviendra à aiguiller, dans la voie de sa classe respective, le relèvement économique indispensable après les années de la guerre civile et de la guerre extérieure. En 1918, dans son étude sur le capitalisme d'État, Lénine avait repoussé les exagérations des extrêmes-gauchistes sur la portée réelle de la Révolution russe par une analyse scientifique qui mettait à nu l'impossibilité d'obtenir de grands résultats à cause de l'état économique arriéré de la Russie. En 1921, ces mêmes considérations amenaient Lénine à la conclusion opposée de la possibilité d'une gestion socialiste de l'État prolétarien, même en dehors de l'intervention du prolétariat des autres pays. Lénine affirmera aussi l'inévitabilité de confier au capitalisme renaissant la fonction de vaincre la petite production artisanale, la petite-bourgeoisie paysanne et marchande, alors qu'il croyait pouvoir – au travers de l'État – barrer la route au rétablissement du pouvoir capitaliste et orienter l'ensemble du nouveau cours économique vers la construction des fondements du socialisme. Cette nouvelle conception de Lénine ne dépendait pas – ainsi que nous l'avons dit – d'un rapetissement de ses conceptions internationalistes, mais de cette considération : la nouvelle situation enlevant à l'État son soutien naturel, le prolétariat mondial battu par l'ennemi, il fallait garder l'État pendant cette période intermédiaire qui le séparait d'une nouvelle vague de la révolution mondiale.

Bien que nous ne retrouvons pas, dans les textes de cette époque, une démonstration théorique de l'apport que pouvait fournir l'État russe aux luttes ouvrières dans les autres pays, même avec la Nouvelle Politique Économique, il est absolument certain que la conviction intime des bolcheviks était qu'ils pouvaient, au travers de la NEP, contribuer, encore plus efficacement qu'avec le communisme de guerre, à l'effort révolutionnaire du prolétariat mondial.

Les événements qui ont suivi après 1921 nous prouvent que l'opposition État prolétarien/États capitalistes ne peut guider l'action ni du prolétariat victorieux ni celle de la classe ouvrière des autres pays : la seule alternative possible reste prolétariat/capitalisme mondial et l'État prolétarien n'est un facteur de la révolution mondiale qu'à la condition de considérer que l'ennemi qu'il doit battre c'est la bourgeoisie mondiale. Même provisoirement, cet État ne peut établir sa politique en fonction des problèmes intérieurs de sa gestion, les éléments de ses succès ou de ses défaites sont dans les progrès ou les revers des ouvriers des autres pays.

Au point de vue théorique, le nouvel instrument que possède le prolétariat après sa victoire révolutionnaire, l'État prolétarien, se différencie profondément des organismes ouvriers de résistance : le syndicat, la coopérative, la mutuelle, et de l'organisme politique : le parti de classe. Mais cette différenciation s'opère non parce que l'État posséderait des facteurs organiques bien supérieurs aux autres institutions, mais bien au contraire parce que l'État, malgré l'apparence de sa plus grande puissance matérielle, possède, au point de vue politique, de moindres possibilités d'action ; il est mille fois plus vulnérable, par l'ennemi, que les autres organismes ouvriers. En effet, l'État doit sa plus grande puissance matérielle à des facteurs objectifs qui correspondent parfaitement aux intérêts des classes exploiteuses mais ne peuvent avoir aucun rapport avec la fonction révolutionnaire du prolétariat qui aura recours provisoirement à la dictature et y recourra pour accentuer le processus de dépérissement de l'État au travers d'une expansion de la production qui permettra d'extirper les bases mêmes des classes. En effet, l'État – même prolétarien – se trouve forcé d'intervenir dans un milieu social, économique et politique et, de par ce fait, se trouve menacé d'être emporté par la réalisation d'objectifs qui l'arrachent de sa fonction qui ne peut être que d'ordre international. Au point de vue mondial, ce risque se présente à nouveau et dans des proportions accrues car, qu'il le veuille ou non, ce qui s'oppose immédiatement à lui c'est la convoitise d'autres États se disputant des marchés et nullement le régime capitaliste dans ses bases sociales. Une victoire de l'État prolétarien contre un État capitaliste (en donnant à ces termes une signification territoriale) n'est nullement une victoire de la révolution. Nous avons re-

marqué ce que disait Lénine à propos de l'entrée de l'armée rouge en Pologne, où la victoire militaire de la Russie devait correspondre à l'affaiblissement du front prolétarien et à une possibilité de la bourgeoisie polonaise d'échafauder la mobilisation nationaliste pour redresser son édifice en péril. En 1930, la victoire de l'armée soviétique contre la Chine à propos de l'Est chinois a accéléré la dissociation du prolétariat chinois et manifesté au plein jour les caractères de l'État dégénéré qui, en 1934 – en face d'un ennemi bien plus puissant, en face du Japon – devait vendre pour quelques milliers de roubles ce qu'il proclamait être un bastion de la révolution mondiale et qu'il avait défendu avec le même acharnement qu'ont employé les impérialistes faisant de la Chine un butin pour leurs convoitises.

Les domaines économiques et militaires ne peuvent être qu'**accessoires** et de détail dans l'activité de l'État prolétarien, alors qu'ils sont d'un ordre essentiel pour une classe exploiteuse. L'État prolétarien ne peut être qu'un simple facteur de la lutte du prolétariat mondial et c'est dans la bataille révolutionnaire de la classe ouvrière de tous les pays qu'il peut trouver la raison de sa vie, de son évolution ; avoir cru qu'il était possible de le maintenir, en dehors de la lutte ouvrière des autres pays, avoir émis cette hypothèse, même provisoirement, c'est avoir posé les bases de la conversion qui s'est vérifiée ensuite dans la fonction de l'État russe, devenu un pilier de la contre-révolution.

Nous avons déjà dit que la fonction réelle de l'État prolétarien s'est manifestée non en 1917, mais en 1918-21, lorsque les prémisses qui s'étaient manifestées en Russie se sont épanouies dans toute leur ampleur et que s'est ouverte la situation révolutionnaire dans le monde entier ; Octobre 1917 n'était donc qu'un signe avant-coureur des tempêtes qui bouillonnaient dans les tréfonds de la société capitaliste.

En 1921, la situation change et nous constatons, encore une fois, l'impossibilité de procéder à une analyse de la réalité en dehors de considérations principielles qui nous indiquent le chemin que le prolétariat doit aborder pour être un facteur de l'évolution des contingences vers les objectifs qui sont au terme de cette dernière. La Nouvelle Politique Économique est établie à cause du défaut des luttes révolutionnaires dans les autres pays, mais cette perspective était

absolument fausse car, en 1923, l'Allemagne devient à nouveau le théâtre de puissants mouvements révolutionnaires. Mais entre 1921 et 1923, la nouvelle politique de l'État russe ne pouvait manquer d'influencer le cours des mouvements révolutionnaires allemands où nous voyons ce contraste frappant : les bolcheviks qui, avec Lénine, avaient soutenu en 1917 le programme d'expulsion violente de toutes les forces démocratiques et social-démocratiques, en un front de la lutte beaucoup plus mûr pour des initiatives mille fois plus avancées, seront plus à droite au cours des mouvements révolutionnaires de Thuringe, Saxe et de l'Allemagne toute entière que ne l'avaient été Zinoviev et Kamenev en Octobre.

Au point de vue principal, les positions de Lénine contenues dans son étude sur la NEP restent encore aujourd'hui, intégralement, pour ce qui concerne les problèmes intérieurs de l'État prolétarien. Seulement les événements qui lui ont succédé nous ont prouvé que **l'antagoniste de l'État ouvrier est uniquement le capitalisme mondial et que les questions intérieures n'ont qu'une valeur secondaire**. En 1921, Pannekoek écrivit que le résultat de la NEP portait une modification du mécanisme intérieur de la lutte révolutionnaire. Il est dommage qu'à cette époque il se soit borné à exprimer la conséquence d'un fait politique au lieu d'embrasser l'ensemble de la situation pour y donner la seule conclusion possible : une base de principe aux problèmes tactiques, base qui arrive à bâtir sur les matériaux d'Octobre 1917 les positions capables de battre le capitalisme dans les autres pays. La limitation de l'horizon politique de Pannekoek peut expliquer sa chute actuelle dans la social-démocratie [Cette appréciation sur Pannekoek sera corrigée dans l'article suivant, Note des Éditions Smolny]. Mais, aujourd'hui, les fractions de gauche ont un horizon autrement vaste : il est de leur devoir d'essayer de se montrer dignes des preuves d'héroïsme qu'ont données les ouvriers dans tous les pays ; il est de leur devoir de puiser dans les grandioses événements qui ont succédé à 1921, afin de garantir le sort des révolutions futures et d'établir en même temps les conditions politiques qui pourraient faire faire au prolétariat mondial l'économie d'une guerre avant d'arriver à la nouvelle situation révolutionnaire. (...)

Bilan #18, extraits, 1935

Texte du mouvement ouvrier

Par où commencer ? (Lénine, mai 1901, extraits)

Au moment même où le capitalisme expose à la face du monde la misère et les massacres qu'il nous promet, par où commencer ? Rapidement, la place nous manque : **vue la situation de dispersion du camp prolétarien** que l'on peut comparer à la situation des social-démocrates russes de 1900, l'article de Lénine qui suit nous sert de référence et de guide : la revue régulière comme organisateur collectif et « éveiller (...) la passion des révélations politiques ».

Ces dernières années, la question : « Que faire ? » se pose avec force aux social-démocrates russes. Il ne s'agit plus de choisir une route (comme c'était le cas à la fin des années 80 et début des années 90), mais de déterminer ce que nous devons faire pratiquement sur une route connue, et de quelle façon. Il s'agit du système et du plan d'activité pratique. Il faut avouer que cette question, essentielle pour un parti d'action, relative au caractère et aux modalités de la lutte, est toujours sans solution et suscite encore parmi nous de sérieuses divergences, qui témoignent d'une instabilité et de flottements de pensée regrettables. D'une part, la tendance « économiste », qui s'attache à tronquer, à rétrécir le rôle de l'organisation et de l'agitation politiques, est encore loin d'être morte. D'autre part, continue à porter la tête haute la tendance de l'éclectisme sans principes qui s'adapte à toute nouvelle « orientation » et est incapable de distinguer entre les besoins du moment et les buts essentiels et les exigences permanentes du mouvement pris dans son ensemble. Comme on sait, cette tendance a pris racine dans le *Rabotchéïé Diélo*²⁴. (...)

Le nom de Liebknecht est, il va de soi, invoqué à tort par le *Rabotchéïé Diélo*. En 24 heures, on peut modifier la tactique de l'agitation sur quelque point spécial, modifier un détail quelconque dans l'activité du Parti. Mais pour changer, je ne dirai pas en 24 heures, mais même en 24 mois, ses conceptions sur l'utilité générale, permanente et absolue d'une organisation de combat et d'une agitation politique dans les masses, il faut être dénué de tout principe directeur. Il est ridicule d'invoquer la diversité des circonstances, le changement des périodes : la constitution d'une organisation de combat et l'agitation politique sont obligatoires dans n'importe quelles circonstances « ternes, pacifiques », dans n'importe quelle période de « déclin de l'esprit révolutionnaire ». Bien plus, c'est précisément dans ces circonstances et dans ces périodes qu'un pareil effort est nécessaire, car au moment de l'explosion, de la conflagration, il est trop tard pour créer une organisation; elle doit être déjà prête, afin de déployer immédiatement son activité. « Changer de tactique on 24

heures ! » Mais pour on changer, il faut au préalable en avoir une. Or, sans une organisation solide, rompue à la lutte politique en toutes circonstances et en toutes périodes, il ne saurait même être question de ce plan d'action systématique établi à la lumière de principes fermes, suivi sans défaillance, qui seul mérite le nom de tactique. (...)

En d'autres termes, l'objectif immédiat de notre Parti ne peut pas être d'appeler toutes les forces dont il dispose à se lancer dès maintenant à l'attaque, mais d'appeler à mettre sur pied une organisation révolutionnaire capable de rassembler toutes les forces et d'être le dirigeant non seulement en titre, mais réel, du mouvement, c'est-à-dire une organisation toujours prête à soutenir chaque protestation et chaque explosion, en les mettant à profit pour accroître et endurcir une armée apte à livrer le combat décisif. (...)

À notre avis, le point de départ de notre activité, le premier pas concret vers la création de l'organisation souhaitée, le fil conducteur enfin qui nous permettrait de faire progresser sans cesse cette organisation en profondeur et en largeur, doit être la fondation d'un journal politique pour toute la Russie. Avant tout, il nous faut un journal, sans quoi, toute propagande et toute agitation systématiques, fidèles aux principes et embrassant les divers aspects de la vie, sont impossibles. C'est pourtant là la tâche constante et essentielle de la social-démocratie, tâche particulièrement pressante aujourd'hui, où l'intérêt pour la politique et le socialisme s'est éveillé dans les couches les plus larges de la population. Jamais encore on n'avait senti avec autant de force qu'aujourd'hui le besoin de compléter l'agitation fragmentaire par l'action personnelle, les tracts et les brochures édités sur place, etc., par cette agitation généralisée et régulière que seule la presse périodique permet. On peut dire sans crainte d'exagération que la fréquence et la régularité de parution (et de diffusion) du journal permet de mesurer de la façon la plus exacte le degré d'organisation atteint dans ce secteur vraiment primordial et essentiel de notre activité militaire. Ensuite, il nous faut, très précisément, un journal pour toute la Russie. Si nous n'arrivons pas et tant que nous n'arriverons pas à unifier l'action que nous exerçons sur le peuple et sur le gouvernement par la presse, ce

24 . Le *Rabotchéïé Diélo* (La Cause ouvrière) était une revue « économiste ».

sera une utopie de penser coordonner d'autres modes d'action plus complexes, plus difficiles, mais aussi plus décisifs. Ce dont notre mouvement souffre le plus, sur le plan idéologique et sur celui de la pratique, de l'organisation, c'est de la dispersion, du fait que l'immense majorité des social-démocrates est à peu près totalement absorbée par des besognes purement locales qui réduisent à la fois leur horizon, l'envergure de leurs efforts, leur accoutumance et leur aptitude à l'action clandestine. C'est dans cette dispersion qu'il faut chercher les racines les plus profondes de cette instabilité et de ces flottements dont nous avons parlé plus haut. Aussi le *premier* pas à franchir pour échapper à ce défaut, pour faire converger plusieurs mouvements locaux en un seul mouvement commun à toute la Russie, doit être la fondation d'un journal pour toute la Russie. Enfin, il nous faut absolument, un journal *politique*. Sans journal politique, dans l'Europe moderne, pas de mouvement qui puisse mériter la qualification de politique. Sans cela, impossible de venir à bout de notre tâche concentrer tous les éléments de mécontentement et de protestation politiques pour en féconder le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Nous avons fait le premier pas, nous avons suscité dans la classe ouvrière la passion des révélations « économiques », touchant la vie des fabriques. Nous devons faire le pas suivant : éveiller dans tous les éléments un peu conscients de la population la passion des révélations *politiques*. (...)

Le journal ne borne pas cependant son rôle à la diffusion des idées, à l'éducation politique et au recrutement d'alliés politiques. Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage dressé autour d'un bâtiment en construction ; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. Avec l'aide et à propos du journal se constituera d'elle-même une organisation permanente, qui ne s'occupera pas seulement d'un travail local mais aussi général et régulier, habituant ses membres à suivre de près les événements politiques, à apprécier leur rôle et leur influence sur les diverses catégories de la population, à trouver pour le parti révolutionnaire la meilleure façon d'agir sur ces événements. Les problèmes techniques – la fourniture dûment organisée au journal de matériaux, sa bonne diffusion – obligent déjà à avoir un réseau d'agents locaux au service d'un seul et même parti, d'agents en relations personnelles les uns avec les autres, connaissant la situation générale, s'exerçant à exécuter régulièrement les diverses fonctions fragmentaires d'un travail à l'échelle de toute la Russie, s'essayant à la préparation de telle ou telle ac-

tion révolutionnaire. Ce réseau d'agents sera justement la carcasse de l'organisation qui nous est nécessaire suffisamment étendue pour embrasser tout le pays ; suffisamment large et diverse pour réaliser une division du travail stricte et détaillée ; suffisamment ferme pour pouvoir on toutes circonstances, quels que soient les « tournants » et les surprises, poursuivre sans défaillance sa besogne *propre* ; suffisamment souple pour savoir, d'une part, éviter la bataille à découvert contre un ennemi numériquement supérieur qui a rassemblé toutes ses forces sur un seul point, et, d'autre part, profiter du défaut de mobilité de cet ennemi et tomber sur lui quand et où il s'y attend le moins. Aujourd'hui nous incombe la tâche relativement facile de soutenir les étudiants qui manifestent dans les rues des grandes villes. Demain la tâche sera peut-être plus malaisée, comme celle de soutenir le mouvement des sans-travail dans telle ou telle région. Après-demain, nous devons être à nos postes pour prendre une part révolutionnaire à une révolte paysanne. Aujourd'hui nous devons exploiter la tension politique qu'a engendrée le gouvernement par sa campagne contre les zemstvos. Demain nous devons encourager l'indignation de la population contre les abus de tel ou tel bachi-bouzouk tsariste et contribuer, par le boycottage, les campagnes d'excitation, les manifestations, etc., à lui infliger une leçon qui le fasse battre en retraite publiquement. Pour arriver à ce degré de préparation au combat, il faut l'activité permanente d'une armée régulière. Et si nous groupons nos forces dans un journal commun, nous verrons se former à l'œuvre et sortir du rang non seulement les plus habiles propagandistes, mais encore les organisateurs les plus avertis, les chefs politiques les plus capables du Parti, qui sauront à point nommé lancer le mot d'ordre de la lutte finale et on assumer la direction.

En conclusion, deux mots pour éviter un malentendu possible. Nous avons parlé tout le temps d'une préparation systématique, méthodique, mais nous n'avons nullement voulu dire par là que l'autocratie ne pouvait tomber que par suite d'un siège en règle ou d'un assaut organisé. Ce serait raisonner en absurde doctrinaire. Il est fort possible et bien plus probable sur le plan historique, au contraire, qu'elle tombe sous le choc d'une explosion spontanée ou d'une de ces complications politiques imprévues qui menacent constamment de tous côtés. Mais il n'est point de parti politique qui puisse, sans tomber dans l'esprit d'aventure, régler sa conduite sur des explosions et des complications hypothétiques. Nous devons poursuivre notre chemin, accomplir sans désespérer notre labeur systématique, et moins nous compterons sur l'inattendu, plus nous aurons de chance de n'être jamais pris de court par les « tournants historiques ».

Lénine, mai 1901

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex' communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les

comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

• Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.